

Table des matières

Allemagne.....	2
13th season of April 2017 – Aachen , Germany.....	2
Aachen (Allemagne) : Résumé des audiences des 31 mars et 7 avril du procès de 2 compagnon.ne.s pour braquage.....	2
Bremen, Germany: Incendiary attack against Jobcenter.....	4
(solidarity)Munich: Stones and paint for the stadtsparkasse bank.....	5
Autriche.....	5
Vienne, Autriche : Attaque d'une banque en solidarité avec les inculpé.e.s de braquage à Aachen.....	5
Belgique.....	6
Bruxelles (Belgique) : flammes solidaires avec pour les compagnonnes accusées pour braquage à Aachen....	6
beau comme un commissariat qui brûle.....	6
Liège, Belgium: The Beauty of a Burning Police Station.....	6
France.....	7
Se réserver pour Hambourg ? Encore un contre-sommet ?.....	7
Appel à sabotage du meeting FN du 19 avril à Marseille.....	14
Propagande par le fait dans le bassin minier: Livre « la bande Noire ».....	14
Ils veulent nous carotter la plaine ? On résiste !.....	15
Nuit des barricades.....	16
#Nantes Révoltée. Élections présidentielles : l'orage arrive.....	17
Actions coordonnées contre le cirque électoral.....	18
Lille : La permanence des Républicains change de gueule juste avant la venue de Fillon.....	19
Rodez (Aveyron) : Permanence FN sitôt inaugurée, sitôt dégradée !.....	19
Retour critique sur l'action du 17 avril contre le meeting du Front national.....	20
A bas le politique.....	21
Ni justice, ni paix !.....	22
5 mai à la Parole Errante //Soirée Mutinerie en soutien aux prisonniers.....	23
Paris : Blocus de lycées et manif sauvage qui laisse des séquelles à une permanence PS.....	24
Caen (Calvados) : coup double, les permanences PS et FN à la caillasse.....	24
Avis aux amateurs : Inauguration du Bureau central du renseignement pénitentiaire (BCRP).....	25
Denain (Nord) : la permanence du FN en deux temps.....	27
Les Sables-d'Olonne (Vendée) : le verre triple épaisseur du FN cède sous les coups.....	28
Vanves (Hauts-de-Seine) : les câbles de France 3 fondent avant les élections.....	28
Ardèche (vallée de l'Eyrieux et +) Actions » anti électORALES » autres que « citoyennistes ».....	29
Des visages de militantes féministes ou anarchistes.....	29
Drapeaux arrachés à Saint-Fortunat.....	29
Champs Élysées : coup de théâtre électoral ?.....	29
Grèce.....	31
Thessaloniki-Taking responsibility for sabotage 12 ATMs.....	31
Thessaloniki -Taking responsibility On Friday 10/3 at 00:30 – Greece.....	32
Italie.....	32
Trento, Italie : Entre sueur et mensonge – sur l'attaque à la Faculté de Science de Povo (Italie).....	32
Mexico.....	33
Mexico City: Explosive attack against EXXON by Informal Feminist Commando of Anti-authoritarian Action.....	33
(via Contra Info, translated by Insurrection News).....	34
Suisse.....	34
Bâle, Suisse : Deux véhicules d'un constructeur de la prison de Bässlergut crevés.....	34
Syrie.....	34
The Life and Work of Anarchist Omar Aziz in the Syrian Revolution.....	34
UK.....	38
Informer's house vandalised along with Police Horse Transporters by Eco-anarchist vandals – FAI/IRF (UK)	38

URUGUAY	39
Montevideo (Uruguay) : blocage et attaques suite à l'expulsion de La Solidaria.....	39
USA.....	40
Between War and Retail Meltdown: An Interview with Peter Gelderloos.....	40
Yes, We even Stole from Work under Socialism : Steal Something from Work Day: Against Capitalism, Socialism, and Work Itself.....	43
Istanbul: Coordinated actions by anarchists on the eve of Referendum against dictatorship and democracy (Turkey).....	47
Black Block clashes fascist groups and Trump supporters in Berkeley, California.....	48
Mace, Gas, and Blood: A Report Back from Berkeley.....	48
Sabotage Against Train Tracks in Olympia.....	50
How the Government Is Turning Protesters Into Felons.....	50
University of Texas, Austin: Frat Vandals Issue Statement.....	54
Barbarians at the Gates: A Statement from the Vandals.....	54

Allemagne

13th season of April 2017 – Aachen , Germany

13th of April 2017

If reason is a compass, passions are the winds

Alexander Pope

Today marks one year since our comrade was arrested, when she was kidnapped by the Mossos d'Esquadra on the 13th of April 2016 in an joint operation with the German police. At the moment she is held in preventive arrest in the prison of Cologne, while the court case against her and another comrade (in the prison of Aachen) is in full course. They are accused of having robbed a branch of the Pax-Bank in Aachen in November 2014.

Furthermore, the comrade from Amsterdam that was acquitted last December from having expropriated a branch of the Aachener Bank in 2013 is still awaiting the decision of whether the revision requested by the prosecutor will be accepted or not.

As this court case has unfolded we have been able to clearly see the use of all the mechanisms of control that the repressive apparatuses of the State have at their disposal (intercepted telephone calls, police tails, exchange of DNA databases, recordings of security cameras, biometric information, various university experts assisting the forensic laboratories, collaboration between functionaries of various States, etc.) to secure the "normal functioning" of a society which we loathe. A society based on capitalist domination and oppression, the control of all aspects of our lives, the consumerist alienation and the misery of the majority which benefits a few privileged ones. It is of little interest to us whether the accused are responsible or not for what is attributed to them; those who challenge the logics of private property and exploitation and risk their freedom for a more complete life have all our complicity. We also do not care about their categories of innocent and guilty. In order to maintain the social peace, power first and foremost points at some "usual suspects", and their punishment serves an example for all the potential subversive factors that in their moments could oppose the System. And with the permanent threat of "having a record, being surveilled, processed and imprisoned", the State attempts to break the connections of solidarity between rebellious hearts that in the face of the imposition of borders and bars recognize themselves in the same struggle towards freedom.

Neither innocent nor guilty! Rebellious and international solidarity!

Our comrades will not feel alone in the last phase of the trial! May they feel our rebellious heat and love! For the destruction of the banks, prisons and the society that needs them!

Some anarchists, 13 April 2017.

Aachen (Allemagne) : Résumé des audiences des 31 mars et 7 avril du procès de 2 compagnon.ne.s pour braquage

Si la raison est une boussole, les passions sont les vents

Alexander Pope

Il y a aujourd'hui un an que notre compagne a été arrêtée, séquestrée le 13 avril 2016 par les *Mossos d'Esquadra* catalans au cours d'une opération conjointe avec la police allemande. Elle se trouve actuellement en détention préventive dans la prison de Cologne, en même temps que se tient le procès contre elle et un autre compagnon (incarcéré, lui, à Aachen). Tous deux sont accusé-e-s du braquage d'une agence de la *Pax-Bank* à Aachen en novembre 2014.

Par ailleurs, [la compagne hollandaise qui, en décembre dernier a été relaxée](#) de l'accusation d'avoir exproprié une agence de la *Aachener Bank* en 2013, est toujours dans l'attente de savoir si l'appel du Parquet aboutira ou pas.

Au cours du procès qui se déroule actuellement, nous avons pu observer clairement l'utilisation de l'ensemble des mécanismes de contrôle à disposition des appareils répressifs d'Etat (écoutes téléphoniques, filatures policières, échanges de bases de données ADN, enregistrements de caméras de surveillance, rapports biométriques, aide de différents experts aussi bien ceux du monde universitaire que ceux des laboratoires de la police scientifique, collaboration entre fonctionnaires de plusieurs Etats, etc.) et ce afin de garantir le "fonctionnement normal" d'une société que nous détestons. Une société basée sur la domination capitaliste, l'oppression, le contrôle de tous les aspects de notre vie, l'aliénation consumériste et la misère du plus grand nombre au profit de quelques rares privilégiés.

Peu nous importe que les accusé-e-s soient responsables ou non de ce qu'on leur impute, toute notre complicité va à celles et ceux qui défient les logiques de la propriété privée et de l'exploitation et qui risquent leur liberté pour une vie plus pleine.

Leurs catégories d'innocent-e-s ou de coupables ne nous importent pas davantage. Pour maintenir la paix sociale, le pouvoir vise en premier lieu les "suspects habituels" et tente, en les punissant, de faire un exemple pour les potentiels réfractaires qui pourraient à leur tour s'opposer au système. Et avec la menace permanente de "fichage, surveillance, procédure judiciaire et prison", l'Etat essaie de briser les liens solidaires entre les cœurs rebelles qui, malgré les frontières et les barreaux imposés, se reconnaissent dans une même lutte vers la liberté.

Ni innocent-e-s, ni coupables ! Solidarité rebelle et internationaliste !

Qu'elles ne se sentent pas seules dans la dernière phase du procès ! Qu'elles sentent notre chaleur et notre amour rebelle !

Pour la destruction des banques, des prisons et de la société qui en a besoin !

Des anarchistes, 13 avril 2017

[Traduit de l'espagnol de [solidaritatrebèl](#), 2017/04/13]

Court résumé de la 15e audience (31 mars 2017)

Lors de l'audience du 31 mars, le tribunal s'est intéressé à tous les éléments de preuves matérielles retrouvés à l'intérieur de la banque (outils, serflexs, marteau, burin, etc.) et dans un sac en plastique retrouvé à l'extérieur, et que l'accusation attribue au braquage (vêtements, lunettes de soleil, une perruque et deux pistolets). Ils ont aussi examiné les documents retrouvés dans différents ordinateurs mis sous séquestre lors des perquisitions : documents, pages web, photos personnelles, etc. bien que l'accusation ait conclu que ces derniers n'étaient pas pertinents pour le procès.

L'audience planifiée le 3 avril a été annulée. La prochaine se tiendra le 7 avril, et le flic du LKA (police judiciaire régionale) responsable de l'enquête viendra témoigner ce jour-là, et lira également la partie espagnole de l'enquête à la place de l'inspecteur en chef des *Mossos d'Esquadra* dont la cour a refusé le témoignage, vu qu'il a refusé de s'identifier devant elle avec son nom complet.

[Traduit de l'anglais de [Solidariteit](#), 2017/04/03]

Aachen : 16e audience (7 avril 2017)

Lors de l'audience du 7 avril, le flic en charge des investigations du braquage de la Pax Bank a témoigné. Il appartenait à l'époque à la police judiciaire régionale (LKA, *Landeskriminalamt*), et a depuis été promu à l'Office fédéral de la police criminelle au niveau de l'Etat allemand (BKA, *Bundeskriminalamt*). Il était également présent lors des différents parloirs de compagnons avec les inculpé.e.s. Avant son témoignage, les avocats ont objecté qu'il y a des parties du dossier concernant le témoin du jour auxquels ils n'ont eu accès que très tôt le matin même, si bien que le juge n'a pas autorisé le flic à parler de cette partie-là (concernant notamment une expertise biométrique, une interception whatsapp,...). De plus, c'est ce flic qui avait déjà été chargé en 2004 de l'enquête sur le braquage des "[Quatre de Aachen](#)" [ayant conduit à la condamnation d'un compagnon anarchiste pour braquage dans la même ville d'Aachen].

Il a expliqué que ses collègues l'avaient appelé après le braquage et qu'il s'était alors rendu à la banque. Lorsqu'il est arrivé, les outils trouvés dans la banque ainsi que le sac en plastique retrouvé à l'extérieur (contenant une perruque, un manteau, des lunettes de soleil, un pistolet, etc.) étaient déjà placés sur la table comme des preuves. Il a précisé que la police allemande avait filoché notre compagne alors qu'elle rendait visite à ses parents en Allemagne, et également lorsqu'elle était allée à Berlin, sans qu'il n'y ait rien eu de pertinent pour l'enquête. Il a dit qu'ils avaient planifié de l'arrêter sur le sol allemand, puis décidé de ne pas le faire, vu que cette opération ne pouvait être montée en moins de 24h. Ils l'ont suivie à l'aéroport et ont prélevé des échantillons d'ADN sur sa valise.

A propos de la partie espagnole, il a déclaré qu'une fois que cet ADN avait matché, lui et plusieurs de ses collègues s'étaient rendus à Barcelone pour une réunion avec les *Mossos d'Esquadra*, parce que selon lui la police catalane était très intéressée par cette affaire. Lors de cette rencontre, ils ont partagé les théories sur le pseudo financement d'une organisation anarchiste supposément terroriste (les Groupes anarchistes coordonnés, GAC), sur les connexions entre anarchistes de différents pays, etc. A la demande des avocats, il a répondu qu'ils ne se sont jamais préoccupés de savoir s'il existait ou pas un mandat judiciaire pour prélever de nouveaux échantillons d'ADN sur notre compagne (pris sur une canette de bière et lors d'un faux contrôle d'alcoolémie) et qu'ils avaient entièrement confiance dans la police espagnole. Puis les avocats ont pointé quelques-unes des erreurs présentes dans le dossier : l'acharnement du parquet et des polices allemandes et espagnoles à créer des liens à un niveau international, en citant par exemple le braquage de 2004 (celui des "quatre de Aachen", pour être clair) comme s'il avait eu lieu en 2014. De plus, la police donne de l'importance à un coup de téléphone à cause de son contenu parce que –selon eux– il aurait été passé quelques jours après le braquage, alors qu'il peut être démontré qu'il date en réalité d'une année plus tard. Enfin, le dossier contient des noms de rue qui n'existent pas, etc. etc.

Le flic a répondu aux questions du juge et des avocats de manière évasive (je ne sais pas, je ne pourrais pas le dire, je ne me souviens pas...). Par exemple à propos de s'il savait pourquoi la police espagnole considérait les GAC comme une organisation terroriste (il ne sait pas), de quoi ils ont discuté de plus lors de leur réunion à Barcelone (il ne peut le dire), avec qui il était (il ne peut le dire, mais il y avait environ 7/8 flics présents au total), si il a discuté de l'affaire avec l'inspecteur en chef des *Mossos d'Esquadra* lorsqu'il s'est rendu plus tard à Aachen (ils n'ont pas discuté ensemble, bien qu'ils se soient rencontrés ?!), etc.

Vu qu'il y a une partie du dossier qui est nouvelle pour les avocats, il est possible que ce témoin de l'accusation soit appelé à témoigner de nouveau.

Sur les bancs de l'audience étaient présents différentes personnes qui ont donné de la force et soutenu nos compagnon.ne.s.

La prochaine audience se tiendra le 24 avril, où seront lus des extraits du dossier. Elle sera probablement courte.

[Traduit de l'anglais de [Solidariteit](#), 2017/04/10]

Bremen, Germany: Incendiary attack against Jobcenter

18.04.17: For those who have to attend Jobcenter regularly, the question is not why we have attacked it, but rather: Why only now? The Spring and the upcoming riots against the G20 in Hamburg are what motivated us.

We would like to give a brief explanation for those who are unfamiliar with the Jobcenter experience:

The Jobcenter is a place of humiliation, isolation and shame. Here the poverty and misery of this society are managed. It goes without saying that everyone who has to go there is blamed for their own misery.

Qualification and mediation in the labor market are the magic words. By whatever means is right. The reserve range of the ALG II recipients is kept just above and often below the subsistence level. More and more people are being pushed into the low-wage sector job market. They are forced into temporary employment contracts, pressured into self-employment, made into day-laborers. The bottom line is hardly any more money than unemployment. In the queue of the exploited, the office is annoying and pushing wherever it can. Short-term appointments with case managers, absurd mediation offers, compulsion to make employment applications and on and on and on. Infringements are punished with sanctions.

Those who cannot be directly placed in the labor market will be rewarded with meaningless ‘education’ measures: job interview training here, computer course there. You’re not going? Sanction, payment stopped, soup kitchen.

The living circumstances of the persons concerned can be checked at any time by field service employees. All data about the person and their family environment are collected and stored. Relations are questioned or constructed, residences are checked, parents are questioned or made to question their own children. The surveillance measures increase the psychological pressure and cause more and more people to think it is better to avoid the stress and go without social assistance. The result? Debt, stress, homelessness...

At Jobcenter the whole bullshit of humanistic-democratic ideology is completely eliminated. Support here means adaptation and enhancement of usability for the state and location. What counts is your performance in the labor market.

With this fire at the Neustadt Jobcenter, we restricted ourselves to the facade in the entrance area to avoid a big fire in the nearby residential area.

Against the management of poverty and exclusion!

For a life of dignity and self-determination!

this G20!

(via [Linksunten Indymedia](#), translated by **Insurrection News**)

(solidarity)Munich: Stones and paint for the stadtsparkasse bank

On the night of Thursday 9.3.17 the branch of the stadtsparkasse bank got vandalized with some stones and paint.

love and strength to the anarchists that are accused of bank robbery in Aachen!

[found and translated from: <http://ift.tt/2o6UcJR>]

via: <http://ift.tt/2o6YAJ8>.

Autriche

Vienne, Autriche : Attaque d'une banque en solidarité avec les inculpé.e.s de braquage à Aachen

Le [week-end dernier](#) (15 et 16 avril) à Vienne, l'agence de la Bawag-PSK Bank, au n°37 de la Kuefsteingasse, a été attaquée avec du liquide noir puant et collant.

Les banques constituent un élément important de l'ensemble du système capitaliste d'exploitation.

Derrière chaque histoire, elles nous disent pourquoi nous devrions stocker notre argent à cet endroit, nous découvririons que le seul objectif est le profit. Elles sont aussi profondément liées au bien-être de l'État. Les deux dépendent l'un de l'autre comme les fleurs du soleil. Si les banques font faillite, l'État doit les sauver et vice-versa.

Il n'y a malheureusement pas de place ici pour une analyse approfondie de tout ce foutu système. Si les banques se font attaquer, c'est aussi une attaque indirecte contre l'État !

Solidarité avec les anarchistes qui accusé.e.s de braquage de banque à Aachen en Allemagne ! (<http://ift.tt/2alBQea>)

Solidarité avec le squat au n°15 de la Kienmayergasse qui a été expulsé hier (19 avril 2017)! (<http://ift.tt/2oUly34>)

Qu'est-ce que braquer une banque comparé à en fonder une ?

Belgique

Bruxelles (Belgique) : flammes solidaires avec pour les compagnonnes accusées pour braquage à Aachen

Solidarité émeutière

[Indy Bruxelles](#), 17/04/17

hier soir a bruxelles nous avons mis le feu a un camion BAM (entreprise qui construit des taules).

des flammes solidaires pour les [compagnonnes accusées pour braquage a aachen](#).

solidarité émeutière.

beau comme un commissariat qui brûle

Nous ne sommes pas soldats.

Nous sommes criminels.

Nous n'avons pas de patrie, pas de causes supérieures, pas d'ordres à recevoir d'autres personnes que nous-même.

Par contre nous combattons

Pour retrouver nos vies, rechercher nos libertés.

Nous combattons la misère de nos existences, l'oppression des morales et les barreaux qui nous enferment.

Dans la nuit du 18 avril nous avons incendié un commissariat à Liège (Belgique), il a été entièrement détruit, ravagé par les flammes.

Nous dédions cette attaque aux compagnonnes de Aachen accusées dans une affaire de braquage.

Détermination et courage !

Nous pensons également au compa de Montreuil et à Damien toujours enfermés à Fleury.

Lâchez-rien !

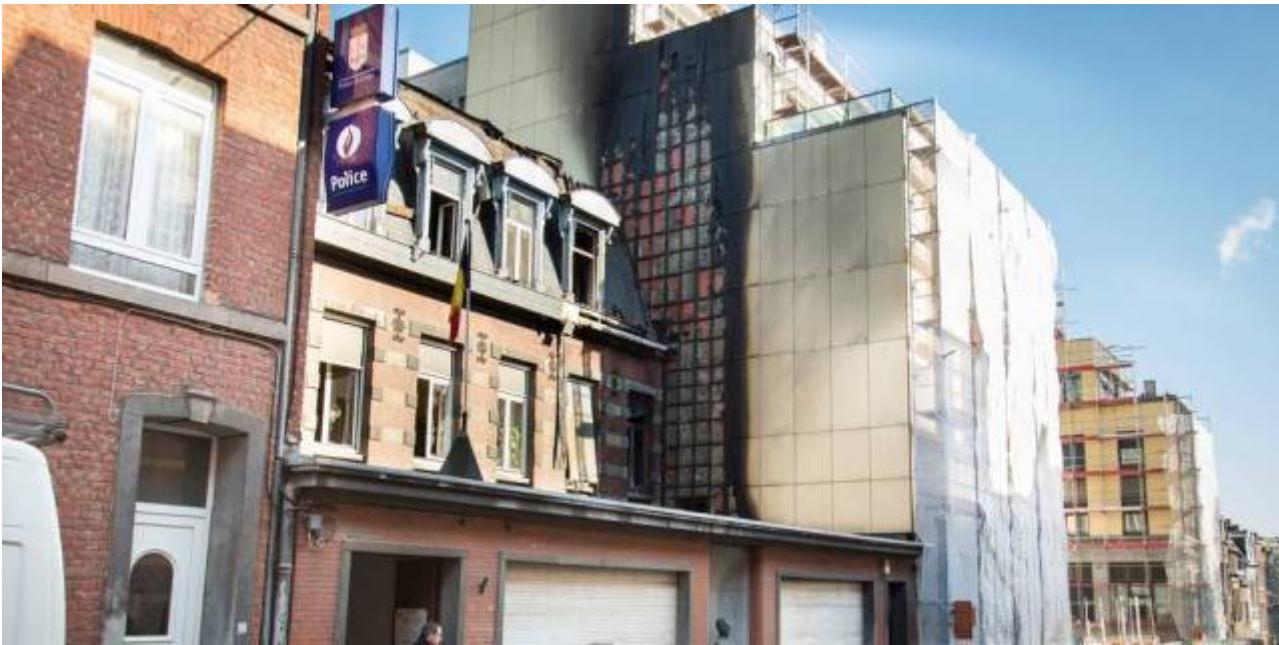
Une dédicace à toutes celles qui conspirent.

Avec joie, Amour et Violence,

toujours en guerre.

"t'as pas du feu ?" et associé.

Liège, Belgium: The Beauty of a Burning Police Station



We are not soldiers.

We are criminals.

We have no fatherland, no higher cause, we do not follow any directions other than those of ourselves.

On the other hand, we are fighting.

To find our lives, explore our freedoms.

We fight the misery of our lives, the oppression of morals, and the grids that imprison us.

On the night of April 18, we set fire to a police station in Liège (Belgium). It was completely destroyed, devastated by the flames.

We dedicate this action to [the imprisoned comrades who are accused of bank robbery in Aachen](#).

Determination and courage!

Our thoughts are also with the Montreuil compa and [Damien, still imprisoned in Fleury](#).

Never give up!

A greeting to all those who conspire.

With violence, love and joy.

Always at war.

“Don’t you have a light?” and friend.

(via [Linksunten Indymedia](#), translated by Insurrection News)

France

Se réserver pour Hambourg ? Encore un contre-sommet ?

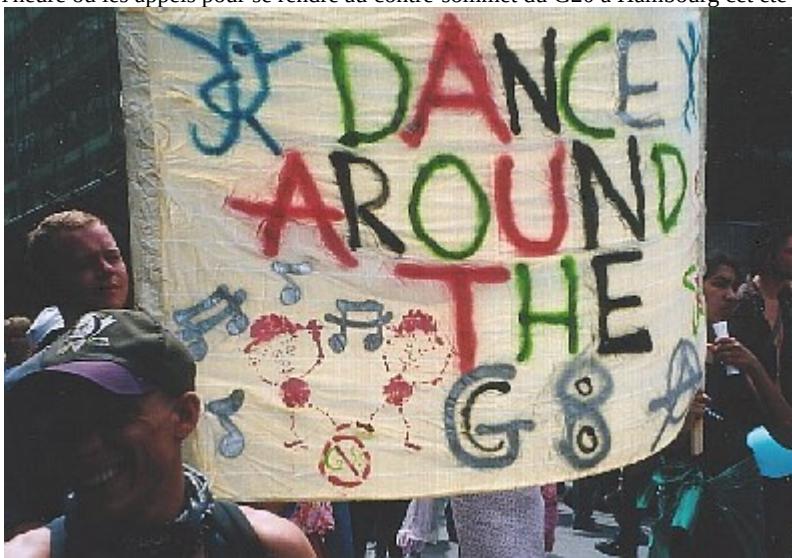
Cette contribution se veut l'amorce d'une réflexion collective sur la pratique des contre-sommets et une réponse à "[l'appel aux rendez-vous internationaux](#)". Elle affirme une autre voix que la position aujourd'hui hégémonique dans notre "milieu", qui semble oublier ses acquis en l'espace d'un mouvement social ; position qui nous paraît à plusieurs titres révélatrices de toutes les apories d'une pensée située entre sectarisme et prophétisme, rabâchant sans cesse les mêmes injonctions au vide, se satisfaisant d'une pseudo-récurativité de l'acte et semblant incapable de se remettre en cause.

A l'heure où les appels pour se rendre au contre-sommet du G20 à Hambourg cet été fleurissent, et où l'on conseille même à certains de calmer

l'intensité de leur lutte locale dans l'objectif de se réserver pour ce qui s'annonce comme Le Rendez-Vous de l'été militant [1], il nous a paru bon de revenir sur la pratique du contre-sommet du point de vue d'une historiographie militante critique.

Du « mouvement d'action directe » aux « contre-sommets ».

Ce que l'on peut appeler "mouvement d'action directe" contemporain s'est construit sur la décomposition de plusieurs



luttes éparses. D'abord, les luttes dites « contre les routes » au début des années 1990. Cette résistance au développement capitaliste dans certains pays développés (Europe de l'Ouest) s'était, dans son déroulement, matérialisée comme l'expression de toute une facette de la lutte des classes d'une époque, s'attaquant rien de moins qu'à l'idéologie du progrès et à l'aménagement totalitaire du territoire, et remettant en cause le consensus démocratique pour y préférer d'autres formes d'actions collectives plus immédiates et plus en prise avec le réel. Elle se situait à mi-chemin entre l'éclatement des luttes anti-nucléaires au début des années 1980 [2] et le renouveau des luttes altermondialistes à partir de la moitié des années 1990 ; et elle était parvenue à retarder voire à faire annuler beaucoup de plans de création d'autoroutes.

Cela dit, ce mouvement resta relativement isolé dans la case "lutte écologique", avec tout ce que cela impliquait en termes de diffusion d'une "sous-culture" et d'un "mode de vie" particulier (parfois perçu comme porteur d'un contenu subversif). Les liaisons avec la population locale existèrent, mais ne furent pas le contenu essentiel du mouvement et s'estompèrent assez rapidement [3].

Malgré son contenu au caractère subversif vis-à-vis du processus de modernisation capitaliste, « le mouvement anti-routes fut incapable de briser son isolement et de se transformer en un mouvement généralisé qui aurait pu relier le mouvement écologique (en dépassant son réformisme inhérent) au mouvement général contre le capital dans son ensemble » [4].

Plus localement, c'est le mouvement français de 1995 qui permit au mouvement d'action directe de se structurer. Les grandes grèves contre le plan Juppé de 1995 – les plus importantes depuis 1968, répétait-on à l'époque – ouvrent une brèche dans l'extrême-gauche, et s'inscrivent comme un premier moment de structuration d'un mouvement antiglobalisation multiple, entre altermondialisme et anarchisme, développant un laboratoire d'expérimentation théorique et pratique. Majoritairement, c'est la revendication de la figure du citoyen qui se construit dans ce mouvement. Le « producteur » avait déjà devancé une dizaine d'années en arrière la figure du « travailleur », mais après ce mouvement c'est bien le caractère « citoyen » qui sera mis en avant : une figure rêvant d'un « capitalisme débarrassé de ses mauvais côtés » et intervenant dans le cadre légaliste de la communauté matérielle politique qu'est la démocratie capitaliste représentative.

La lutte des sans-papiers de 1996-1997 est une deuxième étape, quoi qu'à une échelle plus réduite en termes de volume de gens et de catégories concernées, de la formalisation d'un courant qui sera définitoire de toute la séquence de luttes à venir. Le mouvement s'amorce contre une situation de particularité (la clandestinité), particularité conçue comme structuration du rapport d'ensemble de la vente de la force de travail et attaquée comme telle, pour finir par s'engoncer dans des aspects juridiques et humanitaires de circonstances mais qui ont empêché la dynamique débutée de se dépasser elle-même, retombant finalement dans la particularisation et l'aménagement des conditions initiales au sein même du monde qui avait pu les produire – monde ressorti intouché. Dans ce mouvement se formalise un peu plus une frange bientôt appelée par certains « citoyennistes » [5], largement majoritaire en 1995, posant alors les questions de droit, de nouvelle citoyenneté, de résident, etc. Il fallait conférer les formes de la normalité à tous ceux qui se situaient en-dehors, car c'était finalement là le seul problème de leur particularisation. Vision qui réapparaît dans le mouvement des chômeurs (hiver 1997-1998) ou encore dans le mouvement contre la guerre au Kosovo, mais surtout dans la lutte contre l'Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI).

C'est cette dernière qui finira de joindre les franges dites radicales de l'extrême-gauche (de trotskistes révolutionnaires aux anarchistes, en passant par tous les restes d'autonomies organisées décomposées) à ce citoyennisme nouvellement organisé (autour d'associations, d'ONG, de syndicats, d'organes de presse et autres partis parlementaires). Ce laboratoire se présente alors comme une "collection décousue de sous-mouvements, voire comme la juxtaposition d'orientations militantes contradictoires" [6].

Il se structure progressivement, et ce à un niveau international, imbriquant plusieurs échelles : Rencontres intergalactiques contre le néolibéralisme et pour l'humanité organisées par les zapatistes en 1996, Marches européennes contre le chômage et la précarité (1994, 1997, 1999), manifestation contre le G7 à Lyon en 1996, etc.

De là, commence une séquence de luttes toute particulière, notamment marquée par la pratique des "contre-sommets". Cette séquence se matérialise par la prolifération de mouvements qui, depuis 1999, ont pris l'habitude de se présenter à chaque réunions formalisant le cycle mondial de l'accumulation du capital (à chaque sommet international) pour y manifester. A chacune de ses manifestations se trouve un « black block », qui réunit les militants anticapitalistes, anarchistes, communistes, autonomes, révolutionnaires, et autres qui auraient envie de participer à la "démonstration de force". L'objectif étant de troubler la fête, de bloquer la ville, de faire du dégât, le tout en favorisant l'anonymat complet des participants et, dans la mesure du possible, leur sécurisation. Ce « black block » structure rapidement ses propres médias de luttes (automédias, à l'époque les Indymedia) et, depuis, apparaît ainsi comme réunion de groupes de révoltés venant de tous les pays à chaque sommet international.

D'abord, c'est la manifestation du 18 juin 1999 contre le Sommet du G8 qui est appelée de manière diffuse. Le sommet se tenait à Cologne, en Allemagne, et était censé réunir les huit pays « les plus industrialisés du monde ». Les anticapitalistes du monde entier avaient appelé à manifester. De la Corée au Nigéria, de la Biélorussie à San Francisco, jusqu'à Londres, se tiendront des manifestations. C'est dans la capitale anglaise, là où la contestation contre la Poll Tax en 1990 avait su être si radicale, que le rassemblement « dégénère » le plus. Organisé par Reclaim the Streets, le rassemblement dans la City vire à l'émeute et provoque des millions de Livres de dégâts. Ici se trouve ce qui est souvent présenté comme l'origine de la contestation « anti-mondialisation » à base de contre-sommets.

Fin novembre de la même année prendra forme la lutte contre le sommet de l'OMC à Seattle, évènement symbolique et lui-aussi fondateur à plus d'un titre. Le sommet est bloqué, ce qui permet à ce nouveau "mouvement" de faire la une des médias, et l'on parlera rapidement de "Bataille de Seattle" (ce qui donnera même le nom d'un film).

Penser les apories de la dynamique « contre-sommets ».



La seule chose qu'il est possible de constater en revenant sur la participation du mouvement d'action directe à cette séquence, c'est bien le fait qu'il soit resté bloqué dans ses propres contradictions, pour finir par s'en rendre compte lui-même. Il est vrai que le caractère transnational de ces rendez-vous, du moins des plus marquants comme celui de Gênes en 2001, ont pu faciliter la rencontre de groupes éclatés géographiquement, ont pu participer à permettre la mise sur pieds de correspondances entre camarades, etc. ; et ce même si d'une part ces rendez-vous n'auraient pu être organisés au niveau logistique sans au préalable des rencontres transnationales déjà effectives, et si d'autre part le volume et la durée réel de ces rencontres restent largement à relativiser. L'internationalisme est une

tradition du mouvement révolutionnaire, plus encore une tactique, et elle n'a pas été inventé dans les contre-sommets. Il serait naïf de croire qu'il n'est pas possible de se rencontrer internationalement au-delà de ceux-ci. Comme si le mouvement ouvrier ne l'avait pas fait durant 150 ans, comme si on ne savait pas utiliser Internet ou s'envoyer des lettres, comme s'il n'était pas plus judicieux de se rendre ailleurs lorsque, justement, il se déroule ailleurs une forte contestation sociale locale. Par exemple, le 14 juin à Paris beaucoup d'étrangers sont venus : c'était là la manifestation d'un internationalisme encore effectif, qui venait appuyer un mouvement social menaçant l'économie de l'État français. Ce n'était pas un simple rendez-vous international pour fanatiques d'évènements et autres consommateurs de manifs souhaitant s'offrir leur quart d'heures d'adrénaline dans des combats plus que rodés avec des policiers venus de toute l'Europe pour tester leur matos... Mais nous y reviendrons.

Car ce qui est certain, c'est qu'à un strict niveau tactique, la pratique du contre-sommet n'a jamais su dépasser ses limites idéologiques, pratiques et théoriques.

Une construction idéologique au profit d'un « mode de vie »

A l'image d'un certain nombre de productions militantes, les contre-sommets proposent d'appuyer, de renforcer, toute une construction idéologique au profit d'un « mode de vie » dit « activiste ». On explique aux gens le principe du « groupe affinitaire », on se fait tourner des brochures d'auto-défense, des tutoriels de tactiques d'attaques, etc. Et couplé à une interprétation essentiellement morale de la critique radicale anarchiste ou marxiste, on se retrouve avec une bande de curés militants qui se considèrent plus avancés que les autres, plus « déconstruits », dont le rôle serait de consolider un « milieu » qui devrait être exempt de traces de capitalisme. Mais le capitalisme n'est pas un simple mode de vie bourgeois qu'on peut toucher ou éviter ; ce n'est pas le fait de porter tel ou tel vêtement, de se rendre ou non au travail, d'avoir ou non telle opinion : c'est un mode de production qui régit l'ensemble de nos rapports sociaux et nous touche, nous et notre environnement (physique comme social) du matin au soir, sans potentielle pause (temporelle) ni faille (spatiale).

Se considérer comme spécialiste du changement social, se considérer comme plus en avance que le reste de la population sur ce besoin de transformer le monde, c'est en fait se considérer être l'avant-garde d'un mouvement que l'on fantasme. On ne peut pas être « activiste » comme on est médecin ou pompier, chômeur ou manutentionnaire : ce serait faire de l'acte de résister un métier – c'est ce que beaucoup font déjà. Lorsque l'on s'en rend compte, l'on se rend compte de toutes les apories du « milieu » qu'il s'agirait de consolider : celui-ci ne vit plus que sous perfusions de quelques-uns s'acharnant à accompagner le désastre, et développe tout ce que le militantisme contient déjà chez lui, en germes, de profondément dégueulasse.

Militer est depuis longtemps déjà devenu une activité masochiste, qui tolère formellement ou non l'apparition de « petits-chefs » et de hiérarchies pesantes, qui envisage le monde actuel dans les limites bourgeoises imposées, et qui conçoit le sacrifice comme un acte normal, presque codifié, au service du collectif. On se soumet en voulant convertir, et on aspire à la promotion (formelle ou non, encore une fois). Surtout, le militantisme est devenu un outil de valorisation personnelle bien intégré au capitalisme. De là peuvent mieux se comprendre certains comportements vis-à-vis des «

non-initiés » : on préfère, au choix, faire culpabiliser le non-militant ou se rendre hermétique et mystérieux, et en jouer, plutôt que de faire de nos luttes des luttes inclusives. On s'accomplit comme marchandise-militante radikale-chic, en se servant de nos activités dites militantes comme d'un C.V. : « oui, j'étais à cette manif », « j'étais à cette réoccup' », etc... Le comble étant le fameux : « j'étais à ce contre-sommet ! ».

Il est si facile de mépriser le reste du monde en se croyant à part car porteur d'un quelconque mode de vie - pourtant perdu dans le monde marchand au même titre que tous les autres. Il serait bien de se rappeler que le changement ne vient jamais d'activistes-héros, mais se réalise par les masses, par l'auto-organisation des inorganisés - qu'ils aient été "non-activistes" ou "activistes" avant, cela n'est pas la question, quoique... - lors d'une période de crise.

Les défauts du militantisme ne sont pas présents qu'aux contre-sommets, mais les contre-sommets en sont la justification directe, en acte, et les concentrent de manière inédite : là-bas, il n'y a pas de rapports à tisser avec d'autres catégories d'individus en luttes, il n'y a pas de « travail de terrain », aucun rapport sensible à développer, aucune expérimentation pratique, aucune lutte sociale qui remettrait en cause pratiquement l'ordre économique... il n'y a qu'à chauffer des potes ayant une voiture, faire du stop ou se payer un billet de train, enfiler une cagoule, et repartir aussi vite qu'on est venu si on ne se fait pas choper. Le militantisme d'action directe qui se parle à lui-même, en circuit-fermé, et qui rejoue le même jeu depuis plus de 15 ans, pour lui-même.

Du reste, il paraît évident que nous n'allons pas assister à la transformation de tous les individus en « activistes ». La révolution sera ce moment où le milieu sera complètement fondu dans la masse spontanément en révolte, qui s'organisera au-delà des médiations préexistantes et au-delà des catégories imposées. Cela dit, « être du milieu » c'est bien être surdéterminé, provenir d'un certain cadre social ou avoir rencontré certaines personnes à un moment T. Ce n'est pas une révélation divine, et il n'y a aucun mérite à cela. Dès lors, la question ne peut plus être celle de la transcroissance du milieu, mais celle de sa négation. Cela compris, il ne s'agit pas de faire la morale aux militants ni de faire disparaître le milieu par notre volonté : ce serait renverser le problème. Et, au risque de se répéter, nous n'aimons pas les rhétoriques de la remontrance. L'histoire, seule, se chargera très bien de cette liquidation.

Des impasses pratiques évidentes.

► Le capitalisme s'est depuis longtemps déjà adapté à ces formes de contestations. Il n'a pas besoin de 20 ans pour englober un type de contestation si codifiée, si peu surprenante, qui rejoue chaque année le même numéro. Tous les mouvements catégoriels, qui affrontent un problème particulier et n'attaquent pas le capitalisme en tant que totalité via sa contradiction fondamentale, tombent rapidement dans cet écueil. Mais autant la lutte contre un projet d'aménagement du territoire ou contre une entreprise peut se le permettre, autant une lutte aussi éphémère et sans conséquence que celle contre les sommets ne peut alors apparaître que comme une lutte d'idiots utiles.

► Pour certains, les contre-sommets sont une sorte d'entrainement militaire ou du moins d'entrainement au combat de rue, et la présence à ces événements est justifiée par le fait que de tels combats ne seraient possibles qu'avec une présence massive de gens déterminées – chose qui ne se trouverait qu'ici. Soyons sérieux : c'est l'Etat qui s'entraîne ici le plus et tout le monde le sait depuis longtemps déjà. C'est l'Etat qui perfectionne ses moyens d'installer des zones militarisées en plein centre-ville, type « fan-zones » comme à Paris au printemps dernier ; c'est l'Etat et les entreprises de Sécurité (l'industrie sécuritaire de surveillance technologique, représentée par des individus, des experts, des consultants, etc.) qui en profitent pour tester des dispositifs et logiciels nouveaux, des nouvelles caméras « intelligentes », du matériel anti-émeutes fraîchement développé, ou même pour enrichir les lignes blanches des renseignements ; c'est tous les flics d'Europe qui viennent tester leur nouveau matos pour mieux l'utiliser par la suite au jour le jour dans certains quartiers lorsque des révoltés tenteront de créer une brèche. En face, les quelques black blocks, qu'ils soient quelques centaines ou quelques milliers, s'entraînent eux aussi à titre personnel, mais à quoi ? A se battre lors d'émeutes-événements ritualisées, organisées, prévues. La révolution ne sera pas un dîner d'émeutiers, mais bien plutôt une prolifération de cantines sauvages au milieu de métropoles progressivement réappropriées... Et comme avec le combat, où il y a une différence entre la salle et la rue, il y aura une différence entre vos événements tout installés et disposés comme il le faut et l'éclatement conflictuel d'un processus révolutionnaire.

► Les contre-sommets représentent une contestation abstraite d'institutions qui ne sont pas garantes de la société capitaliste. La société capitaliste développe un pouvoir qui est avant tout rapport social déterminé par le salariat. Les sommets internationaux sont des lieux où les puissants se rassemblent pour formaliser ce qui a déjà été décidé ailleurs. Ces décisions sont représentatives du néolibéralisme ambiant (la forme capitaliste actuelle) et de l'avènement d'une mondialisation économique moderne. Mais elles ne sont pas prises par des êtres machiavéliques dans le plus grand secret de tous. Elles sont prises par des individus dont c'est le métier de formaliser des lois, des décrets, des accords, qui représentent la dynamique du capital à un certain moment, qui représentent la manière que revêt le capital pour éliminer ce qui se constitue pour lui en limites dans son expansion et dans son accumulation. Il peut à la limite s'avérer judicieux de se rassembler en ces endroits lorsque l'on souhaite changer de dirigeants – ou que l'on souhaite être entendus par les dirigeants en place. Mais si notre propos est de dire que l'on refuse le rapport social capitaliste en tant que tel, sous toutes ces formes, alors c'est bien localement qu'il s'agit de lutter, vis-à-vis de notre propre condition sociale et des agencements répressifs qui nous entourent, qui nous oppriment au jour le jour.

► Or, les contre-sommets ne s'inscrivent absolument pas dans une dynamique locale de lutte sociale. Faire grève, bloquer des infrastructures, des entreprises, se réapproprier nos manières d'échanger lorsque la grève devient pesante, saboter ce qui dans nos vies nous opprime (c'est-à-dire : au jour le jour, localement), peut représenter des formes de luttes dites offensives. Essayer de s'auto-organiser de manière autonome, et dans le cours de la lutte tenter de dépasser cette simple dynamique en bousculant tout un contexte local, social, territorial, institutionnel et chacune de leurs frontières.

Ce n'est absolument pas ce qui est proposé lors de ces contre-sommets. Ce qui se joue là-bas, n'est rien d'autre qu'une manif-spectacle dont le seul intérêt concret restera les images sur Youtube et les réseaux sociaux qui permettront de dire au reste du monde que l'on existe. Il y a à Hambourg, nous dit-on, quelques éléments qui iraient dans le « bon sens » : la scène squat locale, la scène antifa d'Allemagne et d'Europe centrale, le F.C. Sankt Pauli... mais quel est le rapport entre ces données et le G20 ? Quand nous disons qu'il n'y a pas de contexte local, nous parlons de contexte social, de contexte de luttes. A notre connaissance, il n'y a pas de luttes dans les entreprises à l'occasion de ce G20, il n'y a pas à Hambourg une effervescence réelle au-delà des cercles militants/activistes, qui s'acharnent pourtant à faire comme si en brûlant quelques voitures de flics, d'entreprises de sécurité ou autres (activité plaisante cela dit, nous n'en doutons pas) ; bref, cela fera un peu plus de monde sur la vidéo mais, réellement, rien d'autre. Aux lendemains des événements, la ville sera la même - même si certains seront marqués, dans leur mémoire, par l'évènement (en bien, en mal, ou au-delà). C'est déjà ça, direz vous ; nous répondrons que c'est très peu pour autant de risques, de moyens et d'énergie (le cycle anti-répression à venir sera l'exemple en acte de ce que l'on affirme), et qu'on ferait mieux de s'organiser pour appuyer les luttes voisines ancrées localement et orientées contre l'économie, que pour se rendre à ce genre d'events bien packagés mais finalement si vides.

- ▶ Les contre-sommets sont profondément intégrés au jeu institutionnel. Ils sont organisés par des associations fortement subventionnées, par des conseillers municipaux, par des parlementaires. Ils représentent, historiquement, ceux qui nous trahissent, qui finissent toujours en dernière instance par devenir la dernière roue de secours du capitalisme en nous écrasant dans le sang. Ces derniers organisent des grandes manifestations où il ne se passe absolument rien. Rien d'autre que le spectacle militant dans tout ce qu'il a de plus pathétique. Et au milieu de ce marasme, voilà venir des militants « anticapitalistes » et « révolutionnaires » tout fiers d'eux qui viennent nous asséner qu'il faudrait arrêter de lutter localement pour garder de l'énergie et des cartouches antirép pour Hambourg ! Mais pour faire quoi ? Pour défiler derrière ou devant des gens qui ne font rien (pas même grève) en répétant le spectacle du black block que l'on voit chaque été au JT depuis... maintenant dix-huit ans ?
- ▶ Il s'était effectivement passé quelques choses de Seattle jusqu'à Gênes. Une véritable dynamique qui portait le « mouvement d'action directe » en train de se structurer. Mais depuis, chaque contre-sommet semble être une mauvaise blague. Le scénario est toujours le même, et la dynamique s'enlise dans ce qu'elle proposait de pire. Alors qu'auparavant elle était portée par ce qu'elle apportait de neuf et qu'elle se montrait toujours en liaison avec des contextes locaux, par exemple avec le mouvement anti-routes et la fête dans la City qui souhaitait reprendre la rue, ou encore avec l'effervescence autours de Gêne qui devait « être partout », aujourd'hui une routine du contre-sommet s'est instaurée... alors même que le mouvement ne concerne qu'une frange bien particulière de la population, elle-même déterminée socialement et qu'il se caractérise justement par le fait qu'il ne propose aucune dynamique, juste quelques jours d'tracts... Et puis, de Seattle à Gênes soyons sérieux : qu'est ce qui a pu aller vers un dépassement des contradictions de ce pseudo « mouvement » sinon la répression étatique ? C'est elle qui, en frappant tout le monde, a pu créer un semblant de « quelque-chose ». Pas plus. Et depuis, la dynamique est complètement retombée...

Les bilans de luttes passées face à notre nouvelle génération...

Ce qu'il faut retenir de cette modeste contribution à une réflexion collective sur le sujet, c'est : ce n'est pas nous qui disons du haut d'une pseudo réflexion inédite des choses nouvelles pour montrer au militant la vacuité de son action, mais bien l'historiographie militante critique du contre-sommet qui doit nous transmettre tous ces acquis. Nous ne faisons ici que répéter ce que d'autres ont appris de leur propre expérience, de leur propre lutte. Les anciens participants habituels du début des années 2000 qui expliquent aujourd'hui le vide qui se perpétue dans ces événements sont nombreux. Même à l'époque, des contributions montraient déjà les impasses auxquelles se confrontait le mouvement... Qui n'ont, depuis, pas été dépassées. Quelques exemples, dont personne n'est obligé de partager l'intégralité des développements mais qui mériteraient, en tant que documents, d'être enrichis d'autres contributions dont nous n'avons pas la connaissance :

- ▶ « Abandonnez l'activisme ! », Andrew X, Reflections on J18, octobre 1999.
- ▶ « Pratique et idéologie dans le mouvement d'action directe », Undercurrent #8, avril/mai 2000.
- ▶ « De la nécessité et de l'impossibilité d'abandonner l'activisme », J. Kellstadt, infoshop.org, janvier 2001.
- ▶ « Gênes : lutte de classe ou marché du militantisme ? », P.R.O.L., 25 septembre 2001.
- ▶ « Pourquoi faut-il être absent d'Evian... Réflexion autocritique sur les mobilisations anti-globalisation et leur rôle dans les démocraties occidentales », Zoé Wasc, mars 2003.
- ▶ « Notes sur les sommets et les contre-sommets », des anarchistes de Rovereto, août 2003.
- ▶ « WEF 2017, quelques remarques sur les sommets et contre-sommets »

Nous aurions pu aller plus loin dans l'analyse. Parler de l'expérience des "Forums sociaux" qui prendra forme dans la foulée de l'effervescence des contre-sommets, comme tentative de dépasser certaines limites. Analyser plus concrètement les différentes périodes de cette séquence, par exemple la période à vide après 2003 (du G8 de Gleneagles en Ecosse au sommet de l'OTAN à Strasbourg, qui relance un peu une dynamique... toujours, dans son contenu, identique à ce qu'elle était).

Mais le constat reste là, et c'est bien lui qui importe : comment croire que l'on fait quelque-chose en allant à Hambourg ? Pourquoi ne pas continuer à lutter localement, chez nous, dans notre environnement, celui que l'on connaît, que l'on peut se réapproprier, celui qui nous opprime, où l'on peut lutter dans notre entreprise, sur notre lieux de taff, de vie, etc. ? Les contre-sommets sont devenus, se décomposant avec le temps, de simples week-ends militants pour individus en manque d'action. Nous préférions laisser l'évènementiel à d'autres « milieux ». La routine de l'activiste ne mène à aucun dépassement et nos stratégies restent identiques malgré les changements de conjonctures. Alors la question est posée : pourquoi dire aux gens de se calmer localement pour venir manifester quelques jours en Allemagne et repartir sans que rien n'ait changé ?

Nous ne disons pas que les « camps internationaux » sont mauvais en eux-mêmes. Nous ne voulons ici essentialiser aucune pratique de luttes. Et, au risque de se répéter, la morale n'est pas quelque-chose qui nous motive : chacun fera comme bon lui semblera... Pour ce qui est de la lutte contre les frontières (Calais, Vintimille), par exemple, ou des luttes territoriales particulières qui pratiquent souvent l'occupation sauvage et durable (Notre-Dame-des-Landes, Bure...), appeler à des rassemblements internationaux paraît avoir du sens. De même, comme le 14 juin à Paris, lors du climax d'un mouvement social, appeler des camarades d'un même continent (ou d'ailleurs) à venir se jeter dans la mêlée ne peut être qu'une proposition logique et stimulante.

Nous sommes une nouvelle génération, notre révolte arrive après ce cycle de luttes. Il est peut-être trop tentant pour certains d'aller participer à ce genre de grand rassemblement, ne serait-ce que pour "voir". Mais gardons à l'esprit ces limites et surtout, ne sacrifices pas le reste uniquement pour quelques jours de fêtes émeutières routinières. Épuisement, répression, absurdité de l'action répétée, ritualisée et attendue, trop formalisée voire institutionnalisée, possibilité donnée aux forces de l'ordre de toute l'Europe de tester du matériel, sans qu'il n'y ait vraiment derrière de conséquences réelles ni d'impact particulier, accompagnement ubuesque d'une dynamique clairement réformiste qui ne bouscule en rien l'ordre économique... ce sont des éléments réels qu'il s'agit de prendre en compte.

[1] Voir « Appel aux rendez-vous internationaux (réflexions) » publié sur Paris-luttes le 7 mars dernier : <http://ift.tt/2mR4xbX>

[2] En France, l'élection de Mitterrand, qui promet l'arrêt de construction de centrales et une consultation démocratique sur la question du nucléaire, marque le début d'une récupération et d'une électoralisation de la question nucléaire par la politique parlementaire. Bien sûr, la promesse ne fut pas tenue. La dureté de la répression symbolisée par la mort d'Henry Mathais en 1982 achèvera un mouvement populaire diffus qui s'était organisé en marge des appareils de partis pendant 10 ans. Pour une synthèse du mouvement, et plus de références, voir : lundimatin #95, « Back to the 70's : la lutte contre la centrale nucléaire de Glofch », 1er mars 2017. URL : <http://ift.tt/2ppgJyL>

[3] Sur ces luttes et leur rapport avec la constitution d'un « mouvement d'action directe », voir Aufheben #03, « Auto Struggles : The Developing War Against the Road Monster », 1994, disponible sur libcom : <http://ift.tt/2oMsXDP> Ou encore Aufheben, « The politics of anti-road struggle and the struggles of anti-road politics – the case of the No M11 link road campaign », aussi disponible en ligne : <http://ift.tt/1dFhGwd> ;

[4] Undercurrent #8, « Pratique et idéologique dans le mouvement de l'action directe », Avril-mai 2000.

[5] Concernant l'idéologie "citoyenniste" : Alain C, L'impasse citoyenniste, disponible sur Carbure Blog : <http://ift.tt/2oMpOU>

[6] Brigitte Beauzamy, « Le contre-sommet, une action directe contre la mondialisation ? », Journal des anthropologues [En ligne], 96-97 | 2004, mis en ligne le 22 février 2009, URL : <http://ift.tt/2pp7Jtc>

Appel à sabotage du meeting FN du 19 avril à Marseille

Mercredi 19 avril Marine Le Pen sera présente au Dome de Marseille pour son dernier meeting avant le premier tour.

Nous appellons tout le monde impliqué - même malgré sa propre volonté - dans l'organisation du meeting (logistique, communication, gestion, etc.) à boycotter et saboter selon ses propres moyens l'événement programmé pour mercredi 19 au Dôme.

Mercredi 19 avril Marine Le Pen sera présente au Dome de Marseille pour son dernier meeting avant le premier tour.

Partout dans le Pays sa campagne électorale a été perturbée par des manifestations et actions organisées pour empêcher le correct déroulement de cette farce ignoble.

Face à la montée de la xénophobie institutionnelle, notre réponse ne peut être que collective et généralisée !

À Marseille, le 19 avril, une grande manif est organisée par ceux et celles qui s'opposent aux idées nauséabondes portées par ce parti politique (mais pas que...). Cette manif aura comme but celui de bloquer le meeting, pour faire comprendre à tout le monde que il n'y aura jamais de place pour le FN ni ici ni ailleurs.

Nous appellons tout le monde impliqué - même malgré sa propre volonté - dans l'organisation du meeting (logistique, communication, gestion, etc.) à boycotter et saboter selon ses propres moyens l'événement programmé pour mercredi 19 au Dôme.

Parce que l'extrême droite ne se combat pas dans les urnes, mais dans la rue et dans la vie de tous les jours.

Marseille est et restera toujours antifasciste

Propagande par le fait dans le bassin minier: Livre « la bande Noire »

Dans la nuit du 15 au 16 août 1882, de jeunes mineurs en rébellion contre la toute puissance de l'église, alliée au patronat des mines, font exploser la rosage et l'entrée d'une chapelle dans le bassin ouiller de la Saône-et-Loire. C'est le début d'une longue série d'actions qui vont secouer pendant trois ans la région de Montceau-les-Mines au rythme des dynamitations d'édifices religieux et de domiciles de petits chefs à la solde du patronat...

Animés par un esprit de révolte, ces anarchistes sont connus sous le nom de la Bande noire. Ils se réunissent dans les bois ou les auberges pour préparer des coups qu'ils réalisent le plus souvent à la faveur de l'obscurité.

Moins résignés que leurs aînés, ils ne cesseront de dénoncer la dureté de leur condition de travail au fond des puits, mais aussi la misère sociale qui règne au dehors, ou l'impitoyable patron de la Compagnie des mines impose un redoutable ordre moral et défend les pires injustices.

A partir de nombreux documents d'archives et témoignages d'époque, ce livre, récit palpitant au plus près des protagonistes, revient sur l'histoire mouvementée de la Bande noire. Il montre comment quelques années avant les célèbres attentats anarchistes perpétrés à Paris dans les années 1890, de jeunes révoltés firent de la propagande par le fait leur meilleure arme pour renverser la table et échapper à l'enfer de la mine.

Actions menées

18 juin 1882 : des reposoirs préparés pour une procession sont jetés dans un étang.

Août 1882 : attentat dans la chapelle d'une école religieuse, contre l'école de sœurs d'un hameau proche de Montceau-les-Mines, ainsi que contre l'église de Bois-du-Verne³.

6 août 1882 : destruction de la croix de mission du Bois du Verne.

12 août 1882 : destruction de la croix des Alouettes.

13 août 1882 : destruction de la croix du Bois Roulot.

15 août 1882 : émeutes des sympathisants et membres de la bande noire, deux-cents à trois cents mineurs y participèrent. Une armurerie est alors pillée par la bande du Bois-du-Verne et les armes sont redistribuées aux manifestants. La chapelle du Bois-du-Verne est incendiée, saccagée et la rosace de l'entrée est détruite par une bombe^{5,6}.

23 février 1883 : une explosion de dynamite souffle la fenêtre de la maison d'un mineur.

23 avril 1883 : une bombe explose chez un mineur « au Mont-Saint-Vincent ». Ces deux attentats sont liés à une opération contre les informateurs qui livraient des informations à la police ; on dénombre 4 ou 5 autres actions contre les « traitres » entre ces deux-ci.

Le 12 mai, 5 juin et 30 octobre 1883 : Un ingénieur voit sa chambre à coucher dynamitée 3 fois mais il y échappe à chaque fois. Ces actions semblent s'inscrire dans une campagne de lutte des classes contre la bourgeoisie [7](#).

9 juin 1884 : près de deux cents cartouches d'explosifs sont soustraites d'un chargement destiné au mines de Blanzy.

14 juillet 1884 : 45kg de dynamite, 1kg200 de poudre comprimée et 210m de mèche sont dérobés à Perrecy.

13 août 1884 : la maison de de l'ingénieur Chevalier est dynamité, il est légèrement blessé.

14 août 1884 : la maison du maire de Sanvignes est prise pour cible, une bouteille contenant des explosifs est lancée à travers une porte vitrée.

septembre 1884 : la chapelle du Magny est victime de multiples dynamitations.

27 septembre 1884 : une cartouche de dynamite éclate dans la maison d'un garde particulier de Jules Chagot.

7 novembre 1884 : tentative d'attentat de la part de Gueslaff. Le poseur de la bombe tire sur les gendarmes, 3 sont grièvement blessés.

Au total 24 croix, 6 calvaires et 6 statues furent démolis durant cette période.

Ils veulent nous carotter la plaine ? On résiste !

Brève de résistances face au carottage de la Plaine...

Ça a commencé l'air de rien, lundi matin. D'après les dires, quelques bruits un peu suspects, quelques ouvriers encasqués, armés de stylos et de feuilles de papiers, un petit camion blanc au nom d'une entreprise d'étude géologique du coin. Ça a continué le lendemain, après le marché. Première alerte vers 13h : "Ils commencent les études de sol à la Plaine. Soyons nombreux pour empêcher le carottage". L'info tourne, suivie de quelques "plainards" arpantant le pavé à la recherche des hommes et femmes en blancs. Rien à signaler, la vie reprend son cours.

Le lendemain, l'entreprise remet le couvert, armée cette fois-ci d'une bombe de peinture orange fluo, pour marquer les endroits des futurs prélevements effectués à l'aide d'une foreuse. Je comprend que c'est cela qu'on appelle une "opération de carottage". Les techniciens se font alpaguer par quelques passants et ne tardent pas à déserter les lieux, non sans avoir eu le temps de "décorer" le pavé de la place de quelques marques oranges fluo.

On se doute bien que ce n'est pas une proposition de déco pour la prochaine fête de quartier, mais on se dit qu'il en faut peu pour que ça le devienne. Et c'est parti ! Quelques heures après, les repères des futurs prélevements de sol sont entourés de dizaines d'autres marques de la même couleurs et bientôt remplacés par des tapis de pois oranges, jaunes et roses fluo. On ne peut plus distinguer les vraies marques des fausses. Quelques tags accompagnent la nouvelle déco, histoire de pimenter la blague. " Vous ne nous carotterez pas la plaine", "Carotteurs, on ne vous laissera pas faire". C'est plutôt rigolo et pour sûr, ça risque de les faire galérer un peu...

Vendredi matin, c'est de nouveau l'alerte. les carotteurs sont là, avec leur machine à forer. Y'a aussi quelques flics municipaux et un huissier-costard-cravate avec son appareil photo. On est une petite quinzaine à se rendre sur place, armés de croissants, parce qu'on va quand même pas se laisser abattre. On interpelle les ouvriers, on se rapproche doucement de la machine. Ils sont plutôt réceptifs, nous posent quelques questions, nous disent qu'ils comprennent mais que c'est leur boulot. On leur suggère d'exercer leur droit de retrait. On est là, ils peuvent donc prétexter que ça craint pour leur sécurité et celle de leurs machines . Quelques passants viennent s'ajouter au groupe que nous sommes. On rigole. On tente de s'approcher des machines, de déplacer un plot. On invente gentiment les travailleurs. Ça dure quelques minutes et les travailleurs décident de s'arrêter, exerçant finalement leur droit de retrait bien mérité. L'huissier nous tire des portraits de famille avec son appareil. On lui rend la pareille. L'un des ouvrier demande où est-ce qu'il y a un tabac dans le coin. On lui indique la route et on lui dit de se dépêcher car bientôt, ce bar tabac n'existera plus dans le quartier. On leur dresse le portrait de la Plaine selon la Soleam pendant qu'ils rangent leur matos. Ils s'en vont dans la joie et la bonne humeur, tout comme nous, qui finissons notre petit dèj' au soleil.

Ce compte rendu n'est pas exhaustif et peut être imprecis sur certains faits. N'hésitez pas à le compléter ou à le corriger...

Nuit des barricades

Nous appelons à se rassembler à partir de 18h sur la place de la Bastille dès le soir du 1er tour.

Le quinquennat désastreux de Hollande illustre de manière très claire ce qu'est un gouvernement au service de l'économie et de la bourgeoisie. De toutes façons, comment pourrait-il en être autrement ? L'État n'est pas qu'un simple jouet neutre sur lequel nous pouvons influer, mais un outil des plus riches aux dépend des plus pauvres.

Un État dont les logiques racistes, sexistes, consuméristes et sécuritaires nous écœurent un peu plus tous les jours.

Un Système électoral qui semble arriver à sa fin, tant les « alternatives » qu'il propose (de Macron à Le Pen en passant par la « Gauche ») nous dirigent droit dans le mur.

Nous sommes de plus en plus nombreux à refuser de jouer le jeu, à refuser d'écrire le prochain gérant du désastre.

Cependant nous ne sommes pas inactifs, s'abstenir de voter n'est pas une fin en soi, mais une manière parmi d'autres de signifier un rejet de la politique classique et de la démocratie représentative. Nous pensons que la question juste est celle qui permet de replacer le politique au centre de nos réflexions, c'est-à-dire d'agir quotidiennement et localement, que ce soit dans nos facultés en occupant nos salles, nos lieux de travail par des grèves, nos quartiers en organisant des cantines ou en aidant les réfugié.es. Bref la liste est longue.

Aujourd'hui, on nous fait du chantage en jouant sur la peur du FN, alors que nombreux sont les partis politiques qui l'ont utilisée par le passé ou actuellement, en reprenant ses thèmes de campagne ou en appelant au pacte républicain, pour grappiller des voix. Cette situation ne peut plus durer et il ne faut pas oublier que le FN n'est que le produit d'un système en bout de course, l'un des derniers remparts pour permettre aux puissants de conserver leur place pour que le système perdure.

Ainsi, nous considérons que ce spectre du fascisme n'est que le reflet de ce qui s'exerce déjà de manière plus vicieuse sous nos yeux, quotidiennement, quand par exemple un gouvernement socialiste autorise des flics à porter des cagoules, acquitte une police qui continue à tuer des innocents impunément, expulse à un rythme alarmant ceux qui fuient la misère et la guerre ou réprime les luttes sociales...

Contre ce cirque, contre ces clowns qui pensent pouvoir nous gouverner, reprenons la rue, reprenons la parole !

Nous appelons à se rassembler à partir de 18h sur la place de la Bastille dès le soir du 1er tour

Soyons nombreux à cette #NuitDesBarricades pour s'opposer à la mascarade électorale et au chantage qu'on nous imposera entre libéralisme d'un côté et fascisme de l'autre.

Ramenez de quoi construire une énorme barricade, symbolisant notre refus de rentrer dans leur jeu et notre volonté de construire un autre monde.

Génération ingouvernable.

#Nantes Révoltée. Élections présidentielles : l'orage arrive

Crise de régime à six jours du premier tour de l'élection présidentielle. Le gouvernement qui vit ses derniers instants connaît un niveau de discrédit inégalé sous la cinquième République. Les élections qui viennent atteignent quant à elles un niveau d'incertitude sans précédent. Quatre candidats sont au coude à coude, et les deux partis qui gouvernent la France depuis plusieurs décennies risquent d'être balayés dès dimanche. A la place, les deux figures favorites du scrutin sont une héritière raciste et un banquier qui compte gérer le pays comme un manager de fast food.

Comme la droite dure, le candidat des médias Emmanuel Macron annonce d'ors et déjà qu'il va mener un saccage inédit des derniers acquis sociaux dès cet été. Sa stratégie ? La stratégie du choc. En gouvernant par décrets et ordonnances, sans vote du parlement, pour que dès septembre l'offensive patronale soit irréversible. Le même dévoile actuellement son programme sécuritaire, qui n'a rien à envier à celui de la droite extrême : antiterrorisme généralisé et surveillance renforcée. Le candidat de Rothschild n'est pas qu'un orateur raté qui mène ses meetings comme un évangéliste. Macron est l'incarnation de la reconfiguration autoritaire du capitalisme de crise, tel qu'ébauché ces dernières années par Manuel Valls.

Cette campagne est inédite également par les débordements qu'elle suscite. Rares sont les candidats qui n'ont pas reçu d'oeuf ou de farine sur leurs costumes, de peinture sur leurs permanences et leurs véhicules. L'extrême droite, elle, ne peut plus tenir de meeting sans provoquer une manifestation émeutière. Ce qui se dessine, c'est la détestation généralisée d'un monde politique à l'agonie. Fort logiquement, le gouvernement s'attend à des troubles d'ampleur, et compte mobiliser « plus de 50 000 policiers et gendarmes » dès le premier tour, et maintenir l'ordre en cas de passage du FN au second tour. La seule nouvelle réjouissante de ces dernières semaines éprouvantes, c'est la mort du PS, le parti du désastre, de l'état d'urgence, de la loi travail et du 49.3.

Aujourd'hui, nul ne peut dire qui des quatre têtes d'affiche se hissera au second tour. Presque à égalité parfaite, toutes les combinaisons sont possibles, y compris un duel entre l'extrême droite et Mélenchon. On voit donc, dans cette fébrilité, apparaître un « vote utile » de droite, qui remobilise les électeurs perdus de Fillon par peur de la gauche dite radicale. Rien n'est joué, et le mafieux Thatchérien appuyé par la déferlante homophobe de la Manif Pour Tous a encore des chances de l'emporter.

Quels que soient les finalistes, ils arriveront au second tour avec de faibles réserves de voix. Et le prochain gouvernant connaîtra, dans tous les cas, un immense discrédit politique dès les premiers jours de son mandat, voire la quasi-impossibilité d'obtenir une majorité au Parlement.

C'est dans ce contexte qu'il s'agira de descendre dans la rue, de s'organiser, de se replonger dans l'histoire de la Commune.

Bref, de rendre la France ingouvernable.

Actions coordonnées contre le cirque électoral

Il est inconcevable pour nous, qui tendons vers la révolte et la liberté totale, que cette période (pré-)électorale, utilisée par l'Etat pour légitimer les fondements de cette société et renforcer son autorité, puisse se dérouler sans encombre : les divers candidats et leurs partis, appelés à régir nos vies, qu'ils soient « petits » ou « grands », restent des ennemis de la liberté et de l'émancipation individuelle. Qu'ils soient bourgeois (banquiers, rentiers de l'immobilier, patrons...) ou « du peuple » (prof ou ouvrier), tous représentent un rempart à nos désirs d'une vie libérée de l'autorité et de l'exploitation.

Lundi 3 avril, lancement des hostilités : les panneaux électoraux ont été installés devant chaque bureau de vote. Étant donné que les divers partis ne pouvaient pas les utiliser avant le début de la semaine suivante, nous avons saisi l'occasion au cours de la semaine pour y apposer plusieurs affiches anti-électorales, au centre-ville comme dans les quartiers excentrés tels que Palente et Orchamps. Ces collages ont continué les jours suivants, recouvrant tous les partis sans distinction. Par ailleurs, les murs ont pris la parole pour exprimer leur rejet des élections et de tous ces bouffons qui s'y présentent : « Ne votez jamais » était visible sur les rives du Doubs depuis le pont Battant. D'autres, telles que « Élections pièges à cons », « A bas tous les pouvoirs », « A bas le cirque électoral », « le vote c'est la résignation, vive l'insurrection », « Les élections passent, l'exploitation demeure », « le vote, c'est la soumission », « Les élus au feu, les urnes au milieu », « Elire, c'est légitimer nos chaînes », « Ni Gauche ni droite, nitroglycérine (A) » ou encore « A bas tous les maîtres – Feu aux urnes » ont été inscrits un peu partout lors de ce week-end prolongé de Pâques. En dehors du centre-ville, à propagande électorale de plusieurs panneaux a été sabotée par arrachage et des tags: des (A) et des « All Elus Are Bastards », « Ni Dieu ni président », "les maîtres ne s'élisent pas, ils s'éliminent"...

Au campus universitaire de la Bouloie, une exposition intitulée « Elysée-moi » a débuté le 10 avril à la BU Proudhon. Sous couvert de tourner au ridicule les élus appelés à nous gouverner, cette exposition n'en est pas moins un appel adressé à tous afin de remplir son rôle citoyen, c'est-à-dire d'aller voter, même blanc. Le week-end précédent cette expo, plusieurs de ces mêmes affiches ont été collées aux alentours de la BU. Peu après le 13 avril, journée de son inauguration, plus d'une dizaine de tags sont venus retapisser les murs aseptisés du campus. Parmi ceux-ci, on pouvait lire : « 23 avril : émeute partout », « Abstention révolutionnaire », « A bas le cirque électoral », « Les urnes en feu, les politicards au milieu », « Élections pièges à cons », « voter, c'est se soumettre », « Ni Dieu ni maître », « Attaquons tous les pouvoirs », « Sabotons les élections », « Feu au pouvoir », etc...

Au cours de la nuit du 17 au 18 avril, le député EELV de la 2ème circonscription du Doubs, Eric Alauzet (qui est également conseiller municipal pour « l'union de la gauche »), a reçu de la visite au 59 rue de Belfort : Au rez-de-chaussée de cet immeuble bourgeois, les serrures de la porte de sa permanence parlementaire, ainsi que de sa boîte aux lettres, repeinte couleur merde pour l'occasion, ont été bouchées à la colle. Les murs de

l'immeuble donnant sur la rue de Belfort ont été recouverts des slogans: « Alauzet sème des caméras ; « Big brother is watching you ». Ces inscriptions font référence à l'adoption d'un nouveau plan d'installation de caméras de surveillance (34 au total) lors du dernier conseil municipal à Besançon, que cette crapule a pleinement approuvé.

To be continued...

GAME OVER - Groupes Anti-Mascarade Electorale Œuvrant Véritablement pour l'Emancipation et la Révolution

Lille : La permanence des Républicains change de gueule juste avant la venue de Fillon

20 Minutes Lille / Mardi 18 avril 2017



Peinture rouge en vitrine. La permanence de campagne de François Fillon à Lille a servi de défouloir à des opposants, juste avant son meeting de ce soir. La vitrine du local, qui donne sur le boulevard Carnot, a été découverte ce mardi matin, maculée de grosses tâches rouge-bordeaux. Les vandales se sont également acharnés sur la photo grandeur nature du candidat, dont le visage semble avoir été brûlé. Ce bureau des Républicains, « nouveau siège » lillois du parti, avait été inauguré par Nicolas Sarkozy en juin.

Le patron départemental des Républicains, Gérald Darmanin (peu enthousiaste ces dernières semaines à propos du maintien de la candidature de François Fillon), a rapidement réagi : « Honte à ceux qui blessent la démocratie », condamne le maire de Tourcoing sur son profil Twitter. François Fillon, que les derniers sondages placent assez près d'une qualification au second tour de la Présidentielle, tient meeting ce soir au Grand Palais de Lille. La dernière semaine de sa campagne est notamment consacrée au rassemblement avec l'ensemble de sa famille politique.

Rodez (Aveyron) : Permanence FN sitôt inaugurée, sitôt dégradée !

Centre Presse Aveyron / Mardi 4 avril 2017



L'installation du Front National à Rodez, avec une permanence place de la Madeleine, n'est semble-t-il pas du goût de tous. Car dans la nuit de samedi à dimanche, quelques heures après l'inauguration du local en présence du député européen Nicolas Bay, la permanence a été victime de nombreuses dégradations. Avec notamment de nombreux tags sur la vitrine comme le prouve cette image, qui depuis dimanche matin fait le tour des réseaux sociaux. Ces dégradations ne sont pas une première. Car début mars, cette même permanence avait déjà été la cible de jets de peinture et autres. Son fronton avait d'ailleurs été arraché. Le Front National s'en était alors ému via un communiqué et avait porté plainte dans la foulée.

Le local ruthénois du Front National – son deuxième dans le département, après Decazeville -, qui se targuait samedi d'être « un parti qui compte en Aveyron » avec ses 400 encartés, avait retrouvé sa vitrine originale ce lundi...

Retour critique sur l'action du 17 avril contre le meeting du Front national

Ce lundi 17 avril avait lieu un meeting du Front National au Zenith, dans le parc de la Villette, en plein cœur du 19e arrondissement. Une « journée d'action » avait été appelée sur les réseaux sociaux. Si des actions ont bien eu lieu, elle méritent tout de même de sévères critiques.

Je suis arrivé sur le rassemblement au environ de 19h 30. Environ 200 personnes se massaient devant la sortie du métro porte de Pantin. J'ai appris à ce moment là qu'il y avait déjà eu des affrontements.

Premier point notable : pas de tracts, pas de banderoles, pas de slogan. Juste des gens plus ou moins masqué, plus ou moins jeunes qui se sont regroupé face à des flics pas très répressifs à ce moment là et qui se contentent de protéger les militants frontistes qui vont au meeting. Il est important de noter que les flics travaillaient main dans la main avec le DPS, le service d'ordre à tendance paramilitaire du FN.

Le DPS face à des jeunes du quartier le 17/04/2017, photo du collectif @Lameute

Après un moment de flottement, les deux cents personnes qui se retrouvaient devant le métro décident de partir en cortège pour contourner le dispositif et rentrer. Les flics sont pas très nombreux à cet endroit là mais nous non plus. Un face à face à lieu dans le jardin de la Villette ou des journalistes sont malmenés assez gratuitement par les flics. Jets de projectiles et gazages se succèdent pendant environ une demi heure jusqu'à ce que le groupe de 200 personnes se décide à bouger pour trouver une autre faille dans le dispositif policier.

Face à face dans le parc de la Villette @lameute

On est vraiment pas nombreux et en faisant le tour du parc on tombe sur des passant.es éberlué.es et des personnes aux fenêtres qui nous demande ce qu'on fait là, ne sachant même pas qu'il y a un meeting du FN. Les questions « vous défendez quoi ? », « vous êtes des anars ou des fachos ? » mettent particulièrement mal à l'aise. Ajoutez à ça aucun slogan, aucun tract, on se sent un peu étranger dans ce quartier populaire qui n'est pourtant pas un bastion frontiste...

Affrontement le long du canal de l'Ourcq le 17 avril 2017 @lameute

Après avoir tenté de passer le long du canal de l'Ourcq et s'être encore pris un gazage massif, les gens refluent et traversent le même canal. On voit en face un autre groupe qui comme nous essaie de percer le dispositif policier sans plus de succès visiblement.

Après un long détour on se retrouve tous dans le parc de la Villette, coté cité des sciences. On a bien sur très mal manœuvré car maintenant on ne peut passer que par deux endroits : les passerelles qui surplombent le canal. Échec tactique.

Les flics chauds des lacrymos dans le parc de la Villette @lameute

Des personnes attaquent les flics sur la passerelle mais bon, la passerelle est haute et peu de projectiles atteignent leur cible. On a le renfort de quelques jeunes de la cité d'à coté, on doit être 300 environs. Les flics des compagnies d'interventions aidées par quelques gardes mobiles gazent abondement.

On tente les deux passerelles sans succès évidemment. Les flics nous gazent depuis l'autre côté du canal sans qu'on puisse rien faire. On décide alors de s'approcher du Zenith en passant par les voies du tram via la porte de la Villette. Arrivé assez proche du meeting, ça gaze encore et les gens partent à gauche en direction de Pantin.

Je n'ai pas assisté à la suite.

Si certaines images triomphalistes sont à l'œuvre aujourd'hui sur les réseaux sociaux, notamment lié au cocktail molotov qui a visé (et raté) cet imbécile de Gilbert Collard, ce rassemblement nous laisse un goût amer.

Nous étions très peu à nous opposer au meeting du FN. Non pas que nous soyons peu dans la société, mais nos formes d'organisations créent notre isolement. Et pour preuve :

Aucun appel n'avait été fourni à part une annonce de « journée d'action »

La propagande n'avait eu lieu que sur des groupes facebook, des pages facebook, excluant de fait les gens non militants ou simplement les militants qui ne sont pas sur ces pages.

Pas un collage, pas un tractage n'avait eu lieu dans les quartiers aux alentours. Et pourtant, le 19e arrondissement et ses barres d'immeubles gigantesques regorgent de personnes ne souhaitant pas voir un meeting du FN se dérouler à 1 kilomètre de chez eux.

Tout ces éléments font que nous étions irrejoignables plus qu'ingouvernables. Tout simplement car la population ne savait pas pourquoi nous étions là.

Faisons preuve d'ambitions. Cessons de penser que nous sommes seuls dans cette société. Des alliances sont possibles. Avec des prolétaires, des personnes issues de l'immigration, des gens tout simplement antiracistes. Ce genre d'action ne fait que renforcer notre isolement politique et nous marginalise. La prochaine fois, tâchons de faire le minimum pour que nous ne soyons pas qu'un seul groupe de 300 personnes mais 10. Contribuons à construire de réels rapports de force et non pas des présences émeutières dénuées de dangers pour l'Etat.

A bas le politique

A bas le politique, Vive la révolution sociale libertaire !

« Je ne craindrai pas d'exprimer cette conviction, que si demain on établissait un gouvernement et un conseil législatif, un parlement, exclusivement composé d'ouvriers, ces ouvriers, qui sont aujourd'hui de fermes démocrates socialistes, deviendraient après-demain des aristocrates déterminés, des adorateurs hardis ou timides du principe d'autorité, des oppresseurs et des exploiteurs. Ma conclusion est celle-ci : il faut abolir complètement, dans le principe et dans les faits, tout ce qui s'appelle pouvoir politique ; parce que tant que le pouvoir politique existera, il y aura des dominants et des dominés, des maîtres et des esclaves, des exploiteurs et des exploités », Bakounine, Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg, 1870.

« Nous ne voulons pas que vous nous tendiez la main, nous voulons juste que vous ôtiez vos sales pattes », Femmes de l'organisation Jojoca au Mexique, à l'adresse du gouverneur et du maire.

LE SYSTÈME ÉLECTORAL A TOUJOURS SERVI À LA SOUMISSION. Le premier président élu en France a sonné définitivement le glas de la révolution de 1848, mettant fin aux espérances d'une république sociale et démocratique, et il s'est rapidement intronisé Empereur. Basé sur la propriété, le travail, la famille et l'ordre public, le régime de Louis-Napoléon Bonaparte avait alors les mains libres pour développer l'exploitation capitaliste. La République suivante renouait avec le massacre des espérances et des révolté-e-s en brisant la Commune de Paris en 1871. La Vème République est quant à elle apparue dans les conditions d'un putsch, mettant à sa tête un général nommé pour maintenir l'ordre et conserver l'Algérie française.

Leurs démocraties sont des régimes bourgeois et conservateurs, dans lesquels la liberté, l'égalité et l'entraide ne sont que des inscriptions sur les frontons des palais. Elles sont le gouvernement du peuple, offrant un simulacre de liberté sous surveillance, sans toucher aux bases de l'exploitation et de la domination : l'argent, la propriété, l'Etat, le capital, les frontières, le patriarcat. Comme les monarchies et les dictatures, elles partagent l'idée qu'il faut des chefs, que ce soit à l'échelle d'un pays, au travail, à l'école, dans la famille. Nous pensons au contraire que nous sommes capables de nous organiser sans chefs, ni hiérarchie, et que surtout un grand nombre de nos problèmes vient du fait qu'il existe des gouvernant-e-s et des gouverné-e-s.

Au-delà des habitudes autoritaires, des coups politiciens et des affaires, la politique a toujours poussé à la délégation du pouvoir et à la récupération. Elle entend organiser la vie sociale à travers un contrat surplombant, en réalité décidé par quelques uns et quelques unes, ou à travers l'aspiration à une volonté générale qui n'existe pas et ne peut qu'homogénéiser les gens plutôt que de laisser libre cours à la diversité de la vie.

Nous ne visons pas à faire entendre nos doléances à un quelconque chef, nous ne visons pas non plus à prendre le pouvoir. Nous ne voulons ni chefs ni hiérarchie, mais vivre sans diriger, ni être dirigé-e-s. C'est pourquoi nous participerons à perturber aussi bien le jeu électoral que la routine de l'exploitation et de la domination dans cette période, par l'auto-organisation et l'action directe.

Si nous refusons de nous incarner dans un quelconque pouvoir politique, qu'il soit alternatif ou de transition, c'est parce que nous savons que le pouvoir pervertit. Le problème n'est pas seulement qui sont les chefs ni ce qu'ils font de leur pouvoir, mais qu'il y ait des chefs et qu'ils dirigent. Même le révolutionnaire le plus honnête pourrait finir tyran s'il est mis en position de diriger.

C'est pourquoi nous ne serons pas des luttes politiques, qu'elles visent à participer au jeu électoral ou qu'elles le contestent sans s'opposer clairement à la représentation et la délégation du pouvoir, sans chercher à détruire tout pouvoir politique. Nous refusons de céder à l'ère du temps, poussant à la composition avec des représentants et représentantes d'organisations réformistes, à la dissimulation volontaire du discours de rupture pour attirer le plus de gens possible, et toutes les pratiques dociles à l'époque. Ce vers quoi nous tendons, c'est à la révolution sociale.

La révolution est une transformation profonde des structures sociales. Elle n'en reste pas à des bouleversements purement politiques, où il n'y aurait que des droits formels à gagner. Elle vise à changer la vie sociale en désorganisant tout le système économique et politique actuel, notamment par la grève, l'expropriation et le sabotage, et en démolissant son fidèle gardien : l'Etat. Si la délégation nourrit la hiérarchie, alors l'absence de chef est un état social sans gouvernant-e-s et gouverné-e-s, où les accords et les règles ne sont pas figés mais définis librement et réciproquement au sein de structures souples. Les gens font alors la révolution pour eux et elles-mêmes, et non pour un Parti, des intellectuels ou des bourgeois.

Pas plus qu'une ville, une révolution ne se dirige et ne se planifie. Elle ne se décrète pas non plus, sans pour autant surgir de nulle part. Nous entendons bien participer à ouvrir des brèches et des possibilités, sans attendre et sans savoir exactement où cela nous mènera. Ce qui pourrait passer pour du purisme ou une adhésion sacrificielle à une doctrine n'est qu'une façon d'être pleinement en vie sans se soumettre à l'époque. La liberté n'est pas une vue de l'esprit. Elle s'éprouve dès maintenant, dans les luttes et les révoltes contre l'existant.

GRÈVE DES ÉLECTEURS ET DES ÉLECTRICES, SABOTAGE DU SYSTÈME ÉLECTORAL !

Samedi 22 avril : Concert anti-électoral 19h00 à La Pétroleuse, 163 cours Caffarelli (Presqu'ile)

1er mai : Cortège contre le cirque électoral à l'occasion du défilé.

Assemblée autonome, Caen, Avril 2017

assembleeautonome.caen(a)riseup.net

Ni justice, ni paix !

publié le jeudi 20 avril 2017 à 00:05 | Assemblée autonome. |

Ni justice, ni paix !

Le tabassage et le viol de Théo, perpétré début février à Aulnay-sous-bois par des flics, est venu briser le spectacle sécuritaire orchestré depuis des années, et accentué par l'Etat d'urgence. Difficile de faire gober que l'introduction d'une matraque télescopique dans un rectum sur une longueur de 10 cm est une maladresse. Difficile en effet de se laisser une nouvelle fois berner par la thèse de l'accident, répétée jusqu'à la nausée, dans les

meurtres successifs de Zyed et Bouna, de Rémi Fraisse, d'Adama Traoré, de Lamine Dieng... et de tant d'autres qui ont le malheur de ne pas avoir la bonne couleur de peau , de ne pas habiter le bon quartier, de ne pas assez se soumettre aux injonctions de l'Etat et du capital...

L'affaire Théo, comme bien d'autres avant elle, et comme l'assassinat de Liu Shaoyo depuis, n'est en rien un accident, mais la manifestation de la répression dans sa banalité la plus crue, le rôle habituel dévolu à la police. En maintenant l'ordre, elle maintient un monde, assoit des dominations qui structurent nos sociétés : l'emprise étatique et économique, le racisme, le sexism...

Pour autant face à ce nouvel exercice de la violence d'Etat, nous ne réclamons pas justice. Car lorsque la justice travaille au quotidien, nous savons que c'est bien elle aussi pour préserver les intérêts de la domination. Là où la justice d'abattoir condamne déjà à la pelle ceux et celles qui sont censés avoir organisé des guet-apens pour venger le viol de Théo, elle se précipite pour valider la thèse farfelue de l'accident dans son cas, comme elle avait déjà relaxé auparavant les assassins de Rémi Fraisse, de Zyed et Bouna et de bien d'autres.

Nous ne voulons pas plus de la paix, car l'Etat comme le capital mènent une guerre sourde contre les plus pauvres, les migrants et les migrantes, contre ceux et celles qui refusent de courber l'échine (anarchistes, zadistes, syndicalistes trop remuants), contre ses supposés ennemis intérieurs. Mais également plus visible, pour défendre leurs intérêts conjoints aux quatre coins de la planète, et surtout dans les ex colonies. Là bas on bombarde, on mutile, on viole, on laisse les civils à leur sort face aux troupes alliées, on forme les armées de tortionnaires à même de protéger les intérêts d'Areva, Elf ou Total. Partout se testent, s'empilent et s'élargissent les stratégies contre-insurrectionnelles, en même temps que s'étend le droit de « légitime défense » pour les flics, qui ne consiste en rien d'autre que de leur offrir un permis de tuer.

Nous ne nous résignerons pas non plus à sauver ce monde avec un bulletin de vote. Ceux et celles qui nous poussent à voter n'ont plus rien d'autres à nous proposer que de le faire pour empêcher Marine Le Pen d'accéder au pouvoir. Pourtant, depuis longtemps déjà, ceux et celles-là même qui nous intiment de remplir notre devoir civique, n'ont eu de cesse, de soumission à l'Etat d'urgence en acceptation des centres de rétention, de fabrication de boucs émissaires en durcissement des conditions d'exploitation, d'imposer le programme même du Front National.

En matière de bulletin de vote, les plus dangereux illusionnistes sont encore ceux et celles qui demandent une meilleure représentation des « minorités ». Comme si le problème résidait dans une meilleure représentation de la population, et non dans ce que fabrique le pouvoir, quelque soit la couleur de l'épiderme ou le sexe de celui ou celle qui l'exerce. Les exemples des administrations Obama, Thatcher, Merkel devraient pourtant en avoir vacciner plus d'un ou d'une. Et nous rappeler ce vieil adage du Guépard : « il faut bien que quelque chose change pour que rien ne change ! »

Parce que c'est bien ce Monde qu'il faut détruire, sans rien attendre de sa justice. Parce qu'on entre pas dans un monde nouveau sans effraction, organisons nous pour le renverser. Sabotons toutes les machines à pacifier ce Monde comme les élections, joignons nous à la grève des électeurs et des électrices.

Assemblée autonome, Caen , mars 2017.

assembleeautonome.caen@riseup.net

5 mai à la Parole Errante //Soirée Mutinerie en soutien aux prisonniers

Vendredi 5 mai à la Parole Errante à Montreuil aura lieu une soirée en soutien au [collectif Kaliméro](#) une caisse de solidarité avec les prisonnier-e-s de la guerre sociale. Elle envoie entre autre des mandats à deux personnes incarcérées dans l'affaire de la voiture de flic brûlée.

A partir de 18h, une discussion s'ouvrira pour présenter Kalimero et pour parler plus spécifiquement de l'affaire de la voiture de flic brûlée le 18 mai et de défense collective.

Mais ce sera aussi un temps pour faire la fête, discuter, oublier le poids de la répression et surtout reverser le bénéfice de la soirée à Kalimero.

On vous attend nombreux.ses .

Au programme :

- ▶ 18h : Discussion
- ▶ 19h30 : _ cantines vegan / friteuse / bbq/ bar (toute la soirée)

infokiosque

- ▶ 20h : concert rap :

_open mic

_Brava

_N2K maska

- ▶ 23h : DJ set :

_trash italie

_DJ ALT (collectif mawimbi)

les rappeur/rappeuses qui veulent poser pendant l'open mic envoyez un message sur la page merci (--->[page](#)---
><https://www.facebook.com/events/343551869376127/>">événement)

Paris : Blocus de lycées et manif sauvage qui laisse des séquelles à une permanence PS

BFM TV / Jeudi 20 avril 2017

Une centaine de lycéens ont tenté de rejoindre l'Elysée ce jeudi lors d'une manifestation dénonçant « une mascarade présidentielle » à l'approche de l'élection de dimanche. Après avoir bloqué plusieurs établissements notamment le lycée Charlemagne dans le 4e et le lycée Paul-Valéry dans le 12e, le cortège s'est dirigé vers les Champs-Elysées avant d'être bloqué par l'intervention des forces de l'ordre.

Sur le chemin des manifestants, une permanence PS située dans le 4e arrondissement a été dégradée. Des vitres ont notamment été brisées ou taguées. En début d'après-midi, la situation était revenue à la normale.



Caen (Calvados) : coup double, les permanences PS et FN à la caillasse

Présidentielle : les permanences du FN et du PS caillassées à Caen

Tendance Ouest, 20 avril 2017 à 16:40

Dans la nuit du mercredi 19 au jeudi 20 avril 2017, les vitrines des permanences de campagne du Parti socialiste et du Front national à Caen (Calvados) ont subi des dégradations.

La vitrine de la permanence de campagne du Front national au 11 Rue de Vaucelles à Caen (Calvados) porte jeudi 20 avril 2017 les stigmates de coups reçus. Selon les membres du parti d'extrême droite, l'acte de vandalisme a été commis dans la nuit aux alentours de 3h du matin.

Une première pour le PS

À quelques dizaines de mètres, au pied de la rue de Falaise, la vitrine de la permanence de campagne du candidat socialiste Benoît Hamont, porte également des traces de coups. C'est la première fois depuis l'ouverture de ce QG de la gauche à Caen, qu'un tel acte est commis.

Ce n'est en revanche pas une première pour le siège du FN, habitué à être la cible de ce genre d'attaque. Une plainte doit être déposée du côté du parti frontiste. Pour la soirée du dimanche 23 avril 2017, soir du premier tour, le Front national a déjà prévu un service d'ordre devant son QG, pour assurer la sécurité de ses militants.

Avis aux amateurs : Inauguration du Bureau central du renseignement pénitentiaire (BCRP)

Pour infos, plusieurs services de l'administration pénitentiaire, dont le Bureau Central du Renseignement Pénitentiaire (BCRP) créé par décret du 16 janvier 2017 au sein de la toute nouvelle Sous-direction de la sécurité pénitentiaire venue remplacer l'ancien Bureau de renseignement pénitentiaire (EMS 3), sont regroupés depuis janvier 2016 sur un nouveau site au 35, rue de la Gare - 75019 Paris (Site Olympe de Gouges)*. Cet immeuble de 7 étages, 32 000 m² de bureaux et 1 600 agents réunis, a été conçu par le cabinet d'architecte KPF et réalisé par la société Icade pour un coût de 223 millions d'euros.

Spectaculaire vs inodore...

Officiellement, la mission du BCRP et des CIRP (cellules interrégionales du renseignement pénitentiaire) ne se limite pas au seul "terrorisme", mais "consiste à recueillir, analyser et diffuser l'ensemble des informations utiles, d'une part, à la prévention du terrorisme et de la criminalité et de la délinquance organisées et d'autre part, et à la prévention des évasions, au maintien de la sécurité et du bon ordre dans les établissements pénitentiaires". D'ailleurs, dans son discours d'inauguration du 21 avril 2017, le ministre de la Justice a étrangement insisté sur ce point : "Enfin 3ème défi : éviter l'écueil qui consiste à être accapré par la lutte contre le terrorisme. Cette menace est majeure, prégnante et visible. Mais elle ne doit pas occulter le défi de la criminalité organisée. A la différence des groupes terroristes qui cherchent à faire connaître leur cause en se livrant à des actes de violence spectaculaires, les ramifications criminelles agissent dans le plus grand secret. Elles ont beau être silencieuses, parfois inodorées, elles n'en demeurent pas moins une menace absolument déterminante. Vous devrez continuer d'y consacrer une attention soutenue."

Depuis le début de l'année, un officier de la DGSI et un autre du SCRT (ex-RG) ont été mis à la disposition du renseignement pénitentiaire, et un autre de la SDAO (sous-direction de l'anticipation opérationnelle de la gendarmerie) et de la DRPP (direction du Renseignement de la préfecture de police de Paris) devraient suivre**.

CAR à ta gueule

Au titre de la Loi de finances 2017, 6 millions d'euros ont été budgétés pour accompagner la montée en puissance technologique du Bureau Central du Renseignement Pénitentiaire : 4 millions destinés à l'acquisition d'équipement de renseignement (IMSI catchers, écoute des cellules et des parloirs,...) et 2 millions consacrés au développement d'un système informatique. En attendant ce dernier, le renseignement pénitentiaire utilise toujours son logiciel interne CAR (« Collecter/Analyser/Renseigner »), qui intègre les données de ses autres fichiers, dont celui conçu spécialement pour l'AP en 2011 contre 5 millions d'euros par l'entreprise d'ingénierie Sopra Steria basée à Annecy : GENESIS ("gestion nationale des personnes détenues en établissement pénitentiaire"), déjà chargé de collecter un max d'infos sur chaque prisonnier à l'intérieur et venu remplacer GIDE ("gestion informatisée des détenus en établissement") en 2013-2015, toujours consultable par les matons***.

L'autre logiciel de l'AP désormais relié au CAR, est le fameux cahier électronique de liaison (CEL) également accessible aux magistrats, et qui fiche quotidiennement les prisonnierEs à partir d'un nombre étendu d'items proposés aux matons sur la base d'une observation comportementale : "propension à gérer un leadership par des moyens négatifs", "déprime", "incapacité à vivre avec les autres/non-adhésion aux règles de la collectivité", "refus de promenade", "pas de visites aux parloirs", "souhait de rencontrer un visiteur de prisons", "ne reçoit pas de courrier", "n'envoie pas de courrier", "se plaint", "s'isole", "ne s'exprime pas". etc. Parmi les nombreuses rubriques à renseigner dans le CEL par "oui/non/ne se prononce pas", on pouvait déjà relever celle sur la gestion de la "dangerosité" avec ce magnifique "d) Facteurs sociaux : instabilité dans l'emploi avant incarcération ; instabilité dans le logement ; absence de visites ; nie les faits objets de la condamnation ou de la détention provisoire ; accepte l'incarcération". A l'intérieur comme à l'extérieur, les services de renseignement n'ont pas besoin de partir de zéro, puisque par l'autofichage (réseaux sociaux, téléphone, bavardage intempestif) ou à travers les fichiers existants, ils n'ont souvent qu'à faire un tri laborieux en rajoutant des larbins spécialisés. A moins bien sûr que l'inodore, qui n'est pas le cas le plus fréquent, ne nécessite des méthodes spéciales d'infiltration...

A ce titre, sur les 250 postes actuels du renseignement pénitentiaire, on compte notamment l'embauche récente de 15 "analystes-veilleurs", de 20 "investigateurs numériques" et de 10 traducteurs d'arabe (mais pas que). Le travail des premiers consiste par exemple à attribuer un degré de crédibilité au renseignement afin de pouvoir l'exploiter selon la méthode dite de "cotation". Cette dernière se présente sous la forme d'un "bigramme" dont la lettre indique la qualité de la source et le chiffre donne la valeur du renseignement. Ces coefficients sont susceptibles d'être modifiés si d'autres sources le confirment ou l'infirment (par recoupement). La qualité de la source est codifiée de A à F (source complètement sûre pour A, à sûreté ne pouvant être appréciée pour F). La valeur du renseignement est codifiée de 1 à 6 (confirmé par d'autres sources pour 1, à exactitude ne pouvant être appréciée pour 6).

En matière de renseignement comme de toute autre forme de terrorisme d'Etat, comme l'affirmait déjà une [vieille affiche](#) d'il y a presque dix ans : Un abîme sépare ceux qui s'insurgent pour se libérer, et ceux qui frappent dans le tas pour défendre, consolider ou conquérir le pouvoir, c'est-à-dire les États et leurs concurrents, les patrons, leurs mercenaires et leurs laboratoires de mort. Dans cette guerre sociale qui se déroule au travail comme dans

la rue, de jour comme de nuit, l'ennemi est tout individu qui fait obstacle à la marche radieuse du capital. Que chacun, de la manière qu'il estime la plus adéquate, s'oppose au terrorisme d'État et au totalitarisme démocratique. Nous ne subirons pas cette déclaration de guerre en baissant la tête.

Que crève le meilleur des mondes !

* Pour l'Outre-Mer, les services de l'administration pénitentiaire (dont ceux du renseignement), sont situés au 42 rue Denis Papin, 94 200 Ivry-sur-Seine (selon [ses offres de recrutement récentes](#) parues sur le site de la Bourse Interministérielle de l'Emploi Public (BIEP), ou au n°48 selon l'annuaire).

** Assemblée nationale. Audition du ministre de la justice par la mission d'information de suivi des conclusions de la commission d'enquête sur la lutte contre le terrorisme – Mercredi 18 janvier 2017

*** Sopra Steria ne travaille pas qu'au service de l'AP, cette entreprise est aussi sous contrat avec l'OTAN, les forces armées britanniques, la marine allemande et l'armée française, pour laquelle 150 de ses consultants, architectes système et intégrateurs sont par exemple chargés de livrer "des configurations adaptées aux centres de commandement Terre, Marine, Air et interarmées". Sopra Steria dispose ainsi d'un Data Center basé près de Rennes et exclusivement dédié aux activités de Défense à caractère opérationnel. Et comme tout est lié, en plus de la justice et de l'armée, c'est aussi elle qui a mis en oeuvre et assure la maintenance européenne du système de contrôle de l'immigration EURODAC, les applications TAJ (traitement des antécédents judiciaires) et FNAEG (fichier national des empreintes génétiques) en France, le système de recherche POLAS/INPOL pour l'interrogation des bases de données de la police fédérale allemande, sans oublier son accord de Recherche&Développement avec le Commissariat à l'énergie atomique (CEA Tech). Et on vous passe tout le reste !

Renseignement, des moyens inédits déployés en prison

La Croix, 21/04/2017 à 7h41

Jean-Jacques Urvoas inaugure vendredi 21 avril 2017 le Bureau central du renseignement pénitentiaire (BCRP) . Face à une radicalisation accrue et une menace terroriste maximale, la pénitentiaire se dote de moyens inédits.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En l'espace d'un an, le nombre de détenus radicalisés est passé de 700 à la fin de l'année 2015 à près de 1 400 aujourd'hui. Les auteurs d'infraction terroriste actuellement incarcérés avoisinent les 400 – contre 90 fin 2014. Autant de profils à surveiller de très près pour éviter que les condamnés de droit commun ne « basculent » lors de leur passage par la case prison.

Face à ces nouvelles menaces, l'exécutif a un temps tergiversé. Et notamment Christiane Taubira, convaincue que le déploiement de l'espionnage en détention alimenterait encore la défiance des détenus envers les agents. L'arrivée de Jean-Jacques Urvoas à la Chancellerie, en janvier 2016, a changé la donne. Depuis, le renseignement pénitentiaire s'est considérablement étoffé.

Des agents dotés d'une puissance inédite

L'inauguration ce vendredi du Bureau central du renseignement pénitentiaire (BCRP) en est sans doute la meilleure démonstration. « Cette nouvelle entité aura pour mission d'établir des synthèses quotidiennes à partir des remontées de terrain », explique-t-on à la Chancellerie. Doté d'une quarantaine d'agents, le bureau devra aussi, et surtout, jouer les courroies de transmission entre les agents chargés de l'espionnage en détention et les services centraux spécialisés (Uclat, DGSI, etc.)

Les moyens technologiques octroyés aux agents vont, eux aussi, changer du tout au tout. La loi contre le crime organisé et le terrorisme – votée en juin 2016 – a en effet fait entrer le renseignement pénitentiaire dans le second cercle du renseignement.

La mesure pourrait paraître technique et secondaire, il n'en est rien. Intégrer ce fameux « second cercle » confère aux agents de la pénitentiaire des techniques de surveillance d'une puissance inédite – et ce, hors contrôle du juge.

Ils seront ainsi équipés d'IMSI catchers, ces petits ordinateurs capables d'« aspirer » – sur une zone définie – l'ensemble des données des téléphones portables et le contenu des communications. Appels, SMS, mails, tout y passera...

Un réseau densifié

Autre outil de choix entre les mains de la pénitentiaire : il sera désormais possible de sonoriser cellules ou parloirs à l'insu des détenus. Là encore, aucun contrôle préalable du juge ne sera nécessaire. Objectif : détecter des cas de radicalisation passés inaperçus chez les détenus pratiquant la « taqîya » (la dissimulation).

Côté effectifs, la chancellerie s'est engagée à « densifier le réseau ». Concrètement, en l'espace de quelques mois, elle a multiplié par deux le nombre d'agents dédiés au renseignement. Les cellules interrégionales du renseignement pénitentiaire (CIRP) sont ainsi passées d'une quarantaine de fonctionnaires à un peu plus de 80. On compte par ailleurs 44 délégués locaux au renseignement pénitentiaire (DLRP) et 143 à temps partiel.

Enfin, des profils plus techniques viennent d'être recrutés : quinze emplois d'analystes-veilleurs, vingt d'investigateurs numériques et dix de traducteurs.

Denain (Nord) : la permanence du FN en deux temps

La permanence du FN à nouveau visée

La Voix du Nord, 19/04/2017

Dans la nuit de mardi à mercredi, des dégradations ont été commises, à nouveau, sur la devanture de la permanence Front national à Denain.

Régine Andris est en colère : « J'en ai marre, s'emporte la suppléante de Sébastien Chenu aux élections législatives. C'est inadmissible. Je n'incrimine personne, mais je voudrais qu'on nous laisse tranquille. » La semaine dernière, jeudi, la vitrine de la permanence du Front national, située rue de Villars à côté du théâtre, avait volé en éclats sous l'effet de coups donnés contre le volet du local. Les réparations n'ayant pas encore été réalisées, une plaque de bois occulte d'ailleurs toujours la vue.

Dans la nuit de mardi à mercredi, c'est désormais le volet de la porte d'entrée qui a été pris pour cible. Là encore des coups donnés ont fini par le casser en deux. Régine Andris envisage de porter plainte à nouveau et se prépare à installer la vidéosurveillance dans le local.

Denain. La permanence du Front national vandalisée

La Voix du Nord, 14/04/2017

Attaque délibérée à l'encontre du candidat frontiste aux législatives ou vandalisme « ordinaire » ? Toujours est-il que la vitrine du local de campagne de Sébastien Chenu, rue de Villars, a été presque totalement brisée, jeudi soir, alors que le volet était baissé.

« C'est le locataire du dessus qui a entendu du bruit vers 22h15 », explique Régine Andris, suppléante du candidat et conseillère municipale d'Abscon. « On va porter plainte, poursuit-elle. Cela fait trois mois que l'on est ici et on n'a jamais eu de problème. »

Dans un communiqué, Sébastien Chenu observe que « le local voisin, du Parti communiste, n'a pas été endommagé. Il semble donc que ce saccage soit de nature politique puisque seul local visé dans la rue ».

Par V. A. | Publié le

Les Sables-d'Olonne (Vendée) : le verre triple épaisseur du FN cède sous les coups

Les Sables. La permanence du Front national vandalisée

Ouest France, 19/04/2017 à 19:09 (extrait)

Dans la nuit de lundi au mardi 18 avril, la permanence du Front national, aux Sables-d'Olonne, a été vandalisée. Deux impacts sont visibles sur la vitrine de l'avenue Jean-Jaurès.

"On a découvert ça mardi matin", explique un militant frontiste. Sur la vitrine en "verre triple épaisseur" de la permanence sablaise du Front national, deux impacts. L'un en plein milieu de la vitre, et le second, plus petit, à proximité de la porte d'entrée du bâtiment.

"Je ne comprends pas, concède Jean-Patrick Fillet, secrétaire départemental du FN. Nous sommes en démocratie, on peut exprimer sa colère, mais avec un bulletin de vote." Les représentants du parti d'extrême droite ont déposé plainte au commissariat ce mercredi.

Vanves (Hauts-de-Seine) : les câbles de France 3 fondent avant les élections

Suite à un incendie, l'antenne de France 3 Paris Île-de-France perturbée et espère un retour à la normale pour dimanche

France 3 IdF, 21 Avril 2017 à 18:48

Ce matin vers 9h, un local de stockage de matériels techniques situé à côté du bâtiment principal de France 3 Paris Île-de-France a pris feu pour une raison inconnue à cette heure.

Personne n'a été blessé mais du matériel et un véhicule de transmission ont été endommagés ainsi que des câbles permettant la liaison entre la régie et le plateau du JT.

Par conséquent, les éditions d'information régionales du 12/13 et du 19/20 ne peuvent être assurées et présentées dans des conditions optimales. Elles sont remplacées par un "tout images" afin que les téléspectateurs franciliens continuent d'être informés par leur chaîne régionale France 3 Paris Île-de-France.

Toutes les équipes sont mobilisées pour un retour à la normale prévu pour le 19/20 de dimanche.

Ile-de-France : les JT de France 3 perturbés par un incendie

Le Parisien | 21 avril 2017, 18h35

Ce vendredi, un feu s'est déclaré dans les locaux d'une société voisine de la chaîne de télévision, rue Jean-Bleuzen à Vanves (Hauts-de-Seine).

Ce vendredi soir mais aussi samedi, les téléspectateurs des journaux télévisés de France 3 Ile-de-France auront droit à une version « light » de leur JT régional. La faute à un incendie survenu en début de matinée.

Ce vendredi, vers 9 h 20, un feu s'est déclaré dans les locaux d'une société voisine de la chaîne de télévision, rue Jean-Bleuzen à Vanves. L'entreprise héberge du matériel appartenant à France 3, notamment des projecteurs et des décors destinés aux plateaux. Le temps pour les pompiers d'éteindre l'incendie vraisemblablement accidentel, une centaine de personnes a été évacuée.

Si personne n'a été blessé, le sinistre a détruit des câbles. Résultat pour les JT de vendredi et samedi, la chaîne du service public ne diffuse que des sujets enregistrés et ne peut pas proposer d'intervention en plateau. « Tout doit être rentré dans l'ordre dimanche soir », indique-t-on chez France 3 Ile-de-France.

Ardèche (vallée de l'Eyrieux et +) Actions » anti électorales » autres que « citoyennistes »

France bleu Drôme ardèche 21 Avril 2017

Des emplacements électoraux situés sur une vingtaine de communes ardéchoises ont été recouverts par des affichettes durant la nuit de jeudi à vendredi. Au moins une commune, celle de Saint-Fortunat-sur-Eyrieux, a porté plainte.

Au matin de ce dernier jour de campagne officielle avant le premier tour de la présidentielle, les habitants d'une vingtaine de communes ont découvert de drôles d'affiches recouvrant les panneaux électoraux. A Guilherand-Granges près de la mairie, les visages des onze candidats étaient barrés du mot « annulé ».

Des visages de militantes féministes ou anarchistes

A Saint-Fortunat-sur-Eyrieux, les visages étaient tous recouverts de portraits de militantes féministes ou anarchistes, celle de la française Louise Michel, de l'américaine [Audre Lorde](#) ou de la zapatiste mexicaine comandanta Ramona. Des actions similaires ont eu lieu à Saint-Georges-les-Bains, La Voulte et dans plusieurs communes de la vallée de l'Eyrieux.

Drapeaux arrachés à Saint-Fortunat

Ce pérille s'est accompagné de dégradations à Saint-Fortunat où les drapeaux français et européen de la mairie ont été déchirés. Cette action n'est « pas digne de la démocratie » selon le maire de la commune Christian Ferroussier qui a déposé plainte. Les techniciens en identification criminelle de la gendarmerie sont venus sur place faire des relevés d'empreintes.

Degrader un panneau électoral est passible d'une amende de 3ème classe. Déchirer un drapeau est un délit.

Champs Élysées : coup de théâtre électoral ?

Jeudi 20 avril au soir. Une campagne présidentielle marquée par d'innombrables affaires et un discrédit sans précédent de la classe politique s'achève sans passion. Quatre candidats sont au coude à coude, et la situation politique paraît plus incertaine que jamais.

C'est à ce moment précis, à trois jours du scrutin majeur qu'une fusillade éclate sur l'artère la plus célèbre de France. Alors que les candidats se succèdent à la télévision, un homme ouvre le feu sur les Champs Élysées. Un policier tombe blessé, un autre trouve la mort, peu avant son assaillant. Certains candidats blêmissent en direct sur les écrans. D'autres ont un mal fou à cacher leur immense satisfaction. Avec la précipitation de charognards affamés, trois candidats – Macron, Fillon et Marine Le Pen – ne parleront plus que d'antiterrorisme, de « barbares », de guerre et d'Islam lors de ce prime time qui conclut la campagne présidentielle. Coup de théâtre dans la dernière ligne droite avant l'élection.

Quelques réflexions sur l'usage de l'antiterrorisme en politique.

1 - « Il faudrait de nouveaux attentats pour sauver la campagne de Fillon ». C'est l'analyse lucide de Christophe Barbier, patron du journal L'Express, à l'antenne de BFM TV en février dernier, alors que le candidat de droite est au cœur de la tourmente. En grande difficulté, la candidate d'extrême droite a également fait une campagne ratée, dégringolant de façon constante dans les sondages. Le FN, pourtant grand favori, était même menacé de ne pas se qualifier au second tour. Un sondeur explique que l'attentat des Champs Élysées « réactive des thématiques chères à Marine Le Pen » alors qu'un autre ajoute : « s'il y a un effet [à cet attentat] c'est pour Marine Le Pen ». Paradoxalement, ces dernières semaines, la question de l'antiterrorisme n'était pas parvenue à s'imposer comme la thématique unique et centrale des débats de la campagne, et d'autres questions, comme l'écologie ou le partage des richesses, avaient traversé le débat public. L'attaque du 20 avril place finalement au centre du jeu, au moment crucial, les sujets indispensables à l'extrême droite. Et remet en lice ses candidats en grande difficulté à l'instant décisif. Les deux derniers jours de campagne auront la couleur des gyrophares.

2 - Nous apprenons aujourd'hui que les services de renseignement étaient informés depuis quelque temps que le tireur des Champs Élysées cherchait à se procurer des armes pour « tuer des policiers » et qu'il avait fait une demande de permis de chasse. A quelques jours des élections. Le tout sans être sérieusement inquiété. Il ne s'agit pas de verser dans le complotisme. Disons simplement qu'à un tel niveau d'incompétence des agents chargés de l'antiterrorisme, l'attaque illustre, pour le moins, le caractère nuisible et inefficace de l'état d'exception permanent, installé depuis deux ans en France.

3 - « Nous devons chérir les policiers». C'est l'envolée lyrique du candidat socialiste ce 21 avril. Dans le même temps, son gouvernement promet un déploiement sécuritaire massif dans les jours à venir. Au début du mois de février, un jeune homme, Théo, était violé par la police à coup de matraque à Aulnay-sous-Bois. Quelques semaines plus tard, c'est un père de famille chinois qui était abattu par des agents de la BAC devant ses filles à Paris. Malgré les protestations, et même les émeutes, ni Benoît Hamon, ni les autres candidats n'avaient osé s'élever contre ces violences. Lors du débat télévisé du 20 avril, c'est finalement un unanimisme sécuritaire qui règne à l'antenne. Un seul refuse de jouer le jeu, maladroitement : le candidat du NPA. Il est pulvérisé en direct par les journalistes. En sortant de l'émission, il reçoit des menaces et des injures de la part de policiers : « enculé », « ordure ». Dans l'Antiquité Romaine, s'assurer le soutien de l'armée était indispensable pour trôner sur l'Empire. Se plier aux volontés de la police est un préalable indispensable pour acquérir le pouvoir dans une République.

4 - Ceux qui appellent à mener une « guerre totale » au terrorisme sont les mêmes qui signent des contrats d'armement colossaux avec les dictatures du Golfe, Qatar et Arabie Saoudite, qui apportent un soutien logistique aux groupuscules djihadistes. Ce sont les mêmes qui provoquent des guerres au quatre coins du globe. Les mêmes qui font d'obscènes courbettes aux responsables du désastre.

5 - « La guerre contre le terrorisme doit rester la priorité» ose même, sur Twitter, le pitoyable Manuel Valls, qui tente un retour dans la vie publique. Toujours au diapason des candidats les plus réactionnaires. L'antiterrorisme apparaît finalement pour ce qu'il est : une usine de recyclage politique. La « menace terroriste » permet aux menteurs, aux voleurs et aux déchus de la classe dirigeante de prétendre continuer à gouverner sans être contestés. L'antiterrorisme est le joker suprême du jeu démocratique.

6 - « Cette démocratie si parfaite fabrique elle-même son inconcevable ennemi, le terrorisme. Elle veut, en effet, être jugée sur ses ennemis plutôt que sur ses résultats. L'histoire du terrorisme est écrite par l'État ; elle est donc éducative. Les populations spectatrices ne peuvent certes pas tout savoir du terrorisme, mais elles peuvent toujours en savoir assez pour être persuadées que, par rapport à ce terrorisme, tout le reste devra leur sembler plutôt acceptable, en tout cas plus rationnel et plus démocratique. » Guy Debord

Quelle que soit l'issue de ces jours tourmentés, retrouvons nous sur la Place du Bouffay, le soir du premier tour !

[Nantes - 23 avril - 1er tour de chauffe](#)

Grèce

GREECE, ATHENS – RESPONSIBILITY ATTACK FOR THE ATTACK ON THE HOUSE AND CAR OF THE PRESIDENT OF THE PUBLIC TRANSPORT COMPANY

TAKING RESPONSIBILITY FOR THE ATTACK ON THE HOUSE AND CAR OF THE PRESIDENT OF THE PUBLIC TRANSPORT COMPANY

“Nice Mr Tasos” has been for years with the movement. With the “from below”. The people’s assemblies. The “I won’t pay” movement.

Mr Tasos is a fighter. Mr Tasos is with SYRIZA.

Our eyes have seen enough over the past two years. We’ve seen PASOK members re-baptise themselves under a SYRIZA guise and take up administration again from where they had left it. No surprises here.

Following this trend, a whole caste of “nice Mr Tasos” jumps on the administration bandwagon. Bewitched by the boss’s chair. They become the political personnel of the wildest attack that the most shameless government of the last decade is staging. An attack against the class of those who, day by day always more, have nothing left to lose.

Tasos Tastanis has a prime role in this business (as president of the public transport company). Because even moving within the metropolis must be under total control. Because cameras must be installed even inside metro wagons, and it is T.T. that installs them. Because they have to file reports about our every move with electronic boarding cards and controlled gates, and T.T. is the one that sets it all up. Because all the people that refuse to pay for their transport through dire need or choice must be repressed, under the general transfer of wage labour and consumerism. T.T. is the one that unleashes mixed detachments of cops and ticket inspectors fining and bullying passengers.

Our own “because” are that we must resist, organize, act. We’ve got a lot of work ahead of us. Our hammers have many gate control systems and ticket inspectors’ hands to smash. This is not an empty threat. We know your homes. We know your faces. And mainly we target people like Tastanis. This is not an empty threat. At your home, Libyis Str. in Ano Glyfada, better look carefully when you walk out. Next time we’re coming for you.

BEAT THE TICKET INSPECTORS AND THEIR BOSSSES

DISMANTLE CONTROL SYSTEMS

FREE TRANSPORT FOR EVERYBODY

[source](#)

Translated by "midnight express" for act for freedom now!

Thessaloniki-Taking responsibility for sabotage 12 ATMs.

On Thursday February 16, another Halloween, a day of celebration and festivals, people coming out into the streets and the shops, forgetting about their usual problems, like being drugged and sedated as the system wants them to be. All of these festivals are decompression valves that capitalism offers us. Excessive consumption of clothing, alcohol and food are just some of its elements, so that on these Hide days the capitalist system gets a boost through the market while discouraging anyone from exploding their accumulated rage against the repression and misfortune that encompasses them. We, from where we stand, decided to spend our time differently that day, breaking the norms and doing something that pleases us by sabotaging 12 ATMs.

We chose to do it in the most central part of the city (Aggelaki, Egnatia, Tsimiski, Agias Sofias, Venizelou, Svolou), disturbing a little at least the normalized flow of money in the heart of the most capitalized area of Salonica. Besides, banks have always had a supplementary if not central role in empowering the labour production system.

Solidarity to all political prisoners

Struggle by all means

Until anarchy.

Translated by "midnight express" for act for freedom now!

Thessaloniki -Taking responsibility On Friday 10/3 at 00:30 – Greece

Central Ministry of Central Macedonia and Thrace with molotovs.

This action is a minimal answer to the reforms in education that the government plans to make. Reforms that will lead to even greater poverty of the student community. Our opposition to these reforms is included in the wider struggle against the state, capital and its educational system.

An educational system that serves the interests of our oppressors and repressors, perpetuates social inequalities and subjugates students' personalities with the goal of creating an obedient and uniform mass. A mass that bows its head, does not react or resist.

We, from our side, are determined to fight by all means for our life, education, freedom and dignity. Until the social revolution and anarchy.

Anarchist Students

Translated by "midnight express" for act for freedom now!

Italie

Trento, Italie : Entre suie et mensonge – sur l'attaque à la Faculté de Science de Povo (Italie)

On a pu lire, ces jours-ci, la nouvelle du lancement de plus de cinquante missiles sur la Syrie, pendant que les porte-avions américain sont en route vers la Corée du Nord. Dans les tensions diplomatiques entre États, on respire un climat de guerre qui se rapproche. Mais, plus que se rapprocher, la guerre est un affaire quotidien : il n'y a pas de déclaration d'attaque d'un État envers un autre, pas de signatures officielles. Seulement des bombes. Loin des populations et des pays martyrisés, par contre, la guerre devient "invisible".

Pendant tous ces années, l'industrie militaire, désormais indistinguable de celle policière-répressive, est allée de l'avant sans cesse; il paraît que la guerre n'effleure même pas les consciences du plus grand nombre. Cependant, ne pas faire le lien entre les missiles qui détruisent les villes syriennes avec la violence indiscriminée des attentats de Paris, Bruxelles, Nice, Berlin, Londres, Stockholm, est une cécité toujours plus dangereuse.

Dans la nuit entre le 7 et le 8 avril, des inconnus ont attaqué par le feu le laboratoire Cryptolab, situé dans la Faculté de Science de Povo (Trento). Le feu a détruit le laboratoire et la suie a rendu inutilisable tout la structure. Il paraît que le dégâts sont d'un demi million d'euros. Le Président de la Faculté, Collini, et le Directeur de Cryptolab, Massimiliano Sala, continuent à dire que ce laboratoire n'a jamais collaboré avec des entreprises militaires ou des armées : cela est une sale mensonge. Il suffit de survoler le CV de Sala pour découvrir le contraire : en 1996 il a été "Garde-côte avec des tâches de recherche", pour collaborer par la suite avec le centre de recherche de la Défense ORMEDIFE; de 2003 à 2007 avec STMicroelectronics, une entreprise qui travaille dans les secteurs de la défense et de l'aérospatiale, du 2010 jusqu'à aujourd'hui avec TESLY dans le secteur de la cryptographie, le Ministère de la défense dans celui de la cryptanalyse, avec le Gouvernement toujours dans le secteur de la

cryptographie. Ou bien on peut consulter les sites de la Faculté pour comprendre tout de suite quel type de recherche est faite dans ce laboratoire. Entre septembre 2013 et aout 2016, FBK et Cryptolab ont collaboré avec Thales Alenia Space, du groupe Finmeccanica, un des plus grand producteur d'armements au monde. La Thales a entre autre construit les drones utilisés pour les bombardements en Afghanistan.

Celles qui touchent à Cryptolab sont seulement quelques unes parmi les collaborations entre L'université de Trento et l'industrie de la guerre.

La guerre de l'Occident revient en arrière de la façon la plus brutale, mais les bombes, les gaz chimiques, les armes atomiques sont beaucoup plus assassines et lâches des camions lancés sur la foule.

Des millions de morts ne sont pas une opinion. Les technologies au service des porte-avions, satellites, bombardiers, chars armés, sont créées dans des laboratoires à côté de chez nous.

La violence du feu anonyme de la nuit de vendredi était précise et visée : une attaque contre la violence indiscriminée de la guerre. Seulement un être abject comme un conseiller provincial du Parti Démocratique aurait pu mettre au même niveau l'action de Povo et l'incendie (un possible massacre) de centre d'accueil de réfugiés de Roncone (LIEN §§). Il y a un abyme éthique qui sépare ces deux actions. Le même abyme qui sépare celui qui aspire au barbelé et celui qui aspire à la liberté.

Dans la guerre contre les cerveaux, le confusionnisme est l'arme la plus sournoise.

Heureusement quelqu'un, de temps à autre, amène un peu de flambante clarté.

[anarchistes antimilitaristes](#)

Mexico

Mexico City: Explosive attack against EXXON by Informal Feminist Commando of Anti-authoritarian Action

After midnight...

IN RESPONSE to the call for action in solidarity with the anarchists of the Aachen case, on April 16, 2017, at approximately 01:30AM we placed an explosive device that detonated at the facilities of the oil company EXXON in Mexico City, located at North 59, Vallejo Industrial Colony.

EXXON is an oil and chemical corporation based in Texas, USA which constitutes in itself a complete criminal, murderous, genocidal, ecocidal state. It's long and devastating history has spared no bloodshed with death, torture and exploitation wherever it's tentacles reach. And then, when the cries of the massacres they cause are silent, they dig the graves with exactly the same machines they use to suck the sweat of the Earth and human beings.

But now it is their turn. Take our offering of hatred and rage! ...Because nobody is untouchable! Because we are not intimidated by the heavy silence that you have imposed on your crimes based on fear and violence, and we are not intimidated by the premiere of your Secretary of State...

Are you celebrating your three license agreements for gigantic blocks filled with hydrocarbons in the Gulf of Mexico seabed? We celebrate sabotage, let the anger spread! There are no small actions, the frontal attack and the chaos arrives!

I. And they continue on the same path...

Here we live in an atmosphere of anguish and the spread of fear based on the fact that 'the new Trumpista government' has begun 'a package of aggressive, racist and violent measures against the Mexican people'. Begun? As if this situation didn't already exist! For a long time now, we have had a system of colonial domination by the great merchants and the financial and military owners of what is known as North America on our backs!

But the most important manipulation that lies at the heart of this new version of spreading fear is the ideological return to the nationalism that lies within the needs of the current reconfiguration of capital. A truly fascist, chameleon-like theatrical performance!

But what do they mean by 'The People of Mexico'? When what we have here is a prism of different faces disputing territory and power, oppressing one another, in constant conflict! Let's take off the veil of nationalist fetishes immediately! Belief in the nation only perpetuates racism! Let's get rid of the ideological chain of belief in 'the people'! Belief in 'the people' only limits the free development and self-affirmation of the human will! They are nothing but binding ghosts!

We do not believe in ghosts anymore...we look at actual human beings and their appetites.

II. About the criminal state's wall

Who is going to build a wall? Now it turns out that the tragedy of the construction of the wall between Mexico and the USA is being presented as something new. But it's been a long time since the wall was built! Physically along a third of the border, but historically with military, political and economic interventions that kill migrants as they pass through Mexico across both north and south borders. All of this in conjunction with the hypocritical officials of the Mexican state, and before the eyes of all...

And it is the systematic dispossession caused by the extractive export pattern imposed on Latin America for the benefit of large international corporations and 1% of the parasitical class in power that the Latin American states violently administer via laws and paramilitary groups – which has led to the forced displacement of the destitute populations in search of the necessary means to survive. But in their path they always find racism, violence, slavery and death. Thousands of disappeared, where are they?

There will be massive deportations? Obama beat the deportation record too! We believe that the constant threat of deportation has the effect of maintaining the climate of fear that is necessary for the acceptance of an upsurge of super-exploitation in order to maintain the rate of accumulation of capital. So we think that this policy of deportation is one more strategy for intensifying the phase of super-exploitation in the workplace and destruction of nature on both sides of the border. Destroy the walls! Destroy the goods! Destroy work!

Solidarity with the anarchists of the Aachen case! Strength comrades!

Solidarity with the kidnapped comrades in Korydallos prison, and with the comrade Pola Roupa! Strength comrade!

For the spread of cells of the Informal Feminist Commando of Anti-authoritarian Action (COFIAA)

Coatlicue*

*Translation note: Coatlicue is the Aztec goddess who gave birth to the moon, stars, and Huitzilopochtli, the god of the sun and war.

(via [Contra Info](#), translated by Insurrection News)

Suisse

Bâle, Suisse : Deux véhicules d'un constructeur de la prison de Bässlergut crevés

D'ici 2020, la taule bâloise de Bässlergut doit être agrandie avec un nouveau bâtiment. Cela mènera à davantage de places de rétention administrative pour les migrants en attente d'expulsion, ainsi que plus de capacité pour de la détention « régulière ».

L'entreprise de construction 'Implenia' s'implique dans ce chantier qui a débuté récemment. Au cours du week-end (15 et 16 avril 2017), [deux de leurs véhicules](#) ont pu se faire crever leurs pneus. Des inscriptions disant que ce chantier doit être stoppé ont été ajoutées sur les deux véhicules.

Crevez les responsables de ce chantier et de cet existant qui produit de tels bâtiments monstrueux où que vous les trouviez !

Liberté pour tou.te.s !

Syrie

The Life and Work of Anarchist Omar Aziz in the Syrian Revolution

Posted by [tahriricn](#) Omar Aziz (fondly known by friends as Abu Kamel) was born in Damascus. He returned to Syria from exile in Saudi Arabia and the United States in the early days of the Syrian revolution.

An intellectual, economist, anarchist, husband and father, at the age of 63, he committed himself to the revolutionary struggle.

He worked together with local activists to collect humanitarian aid and distribute it to suburbs of Damascus that were under attack by the regime. Through his writing and activity he promoted local self-governance, horizontal organization, cooperation, solidarity and mutual aid as the means by

which people could emancipate themselves from the tyranny of the state.



Together with comrades, Aziz founded the first local committee in Barzeh, Damascus. The example spread across Syria and with it some of the most promising and lasting examples of non-hierarchical self organization to have emerged from the countries of the Arab Spring.

In her tribute to Omar Aziz, Budour Hassan says, he “did not wear a Vendetta mask, nor did he form black blocs. He was not obsessed with giving interviews to the press ...”

[Yet] at a time when most anti-imperialists were wailing over the collapse of the Syrian state and the “hijacking” of a revolution they never supported in the first place, Aziz and his comrades were tirelessly striving for unconditional freedom from all forms of despotism and state hegemony.”[1]

Aziz was encouraged by the revolutionary wave gripping the country and believed that “ongoing demonstrations were able to break the dominance of absolute power”.[2] But he saw a lack of synergy between revolutionary activity and people’s daily lives. For Aziz it didn’t make sense to participate in demonstrations demanding the overthrow of the regime whilst still living within strict hierarchical and authoritarian structures imposed by the state.

He described such division as Syria being subject to the overlapping of two times “the time of power” which “still manages the life activities”, and “the time of Revolution” belonging to the activists working to overthrow the regime.[3]

Aziz believed that for the continuity and victory of the revolution, revolutionary activity needed to permeate all aspects of people’s lives. He advocated for radical changes to social organization and relationships in order to challenge the foundations of a system based on domination and oppression.

Aziz saw positive examples all around him. He was encouraged by the multiple initiatives springing up throughout the country including voluntary provision of emergency medical and legal support, turning houses into field hospitals and arranging food baskets for distribution.

He saw in such acts “the spirit of the Syrian people’s resistance to the brutality of the system, the systematic killing and destruction of community”. [4]

Omar’s vision was to spread these practices and he believed the way to achieve this was through the establishment of local councils.

In the eighth month of the Syrian revolution, when wide-spread protests against the regime were still largely peaceful, Omar Aziz produced a discussion paper on Local Councils in Syria where he set out his vision.

In Aziz’s view the Local Council was the forum by which people drawn from diverse cultures and different social strata could work together to achieve three primary goals; to manage their lives independently of the institutions and organs of the state; to provide the space to enable the collective collaboration of individuals; and activate the social revolution at the local, regional and national level.

In his paper Aziz lists what he thinks the core concerns of the local councils should be:

the promotion of human and civil solidarity through improving living conditions especially through provision of safe housing to the displaced; providing assistance, both psychological and material to the families of the wounded or detainees; providing medical and food support; ensuring the continuity of educational services; and supporting and coordinating media activities. Aziz notes that such acts should be voluntary and should not be a substitute for family or kin support networks. He believed it would take time for people to feel comfortable outside of the provision of state services and adjust their social behavior to be more cooperative. Aziz believed the council’s role should be kept to a minimum allowing for the development of unique community initiatives.

the promotion of cooperation including building local community initiatives and actions and promoting innovation and invention which Aziz saw as being stifled by half a century of tyranny. The local council would be the forum through which people could discuss the problems they face in life and their daily conditions. The local council would support collaboration and allow people to devise appropriate solutions to the problems they faced including on issues relating to infrastructure, social harmony and trade, as well as issues that required solutions external to the local community. Aziz

also saw a key role as being the defense of territory in rural and urban areas that had been subject to expropriation and acquisition by the state. He rejected the urban expropriation of land and marginalization and displacement of rural communities, which he saw as a method used by the regime to enforce its policy of domination and social exclusion. Aziz believed it necessary to ensure access to land which can satisfy the necessities of life for all and called for a rediscovery of the commons. He was realistic but optimistic. He noted that “it is clear that such acts apply to safe locations or areas quasi- ‘liberated’ from power. But it is possible to assess the situation of each area and determine what can be achieved.” Aziz advocated for horizontal linkages to be made between councils to create linkages and interdependence between different geographic regions.

the relationship with the Free Syrian Army (FSA) and the interrelation between protection and defence of the community and the continuity of the revolution. Aziz believed that it was essential to coordinate between the popular civil and popular armed resistance. He saw the role of the FSA as to ensure the security and defence of the community particularly during demonstrations, support securing lines of communications between regions, and provide protection for the movement of people and logistical supplies. The role of the council would be to provide food and housing for all members of the FSA and coordinate with the FSA on security for the community and the defence strategy for the region.

the composition of local councils and organizational structure. Aziz saw a number of challenges facing the formation of multiple local councils. The first was the regime, which repeatedly stormed cities and towns in order to paralyze the movement, isolate the people in enclaves, and prevent cooperation. Aziz argued that to respond to such onslaughts by the state, mechanisms of resistance needed to remain flexible and innovative. Councils would have to scale up or down according to need and adapt to power relations on the ground. He believed this flexibility was essential for the community’s desire for freedom to be realized. He also saw the challenge in encouraging people to practice a way of life and social relationships which were new and unfamiliar. Also service provision needed to be maintained and it was necessary to find a way to get an independent source of power in the face of cuts, as well as supporting the development of economic and social activities. For this reason he believed local council members should include social workers and people with expertise in various social, organizational and technical fields who have both the respect of the people and a potential and desire to work voluntarily. For Aziz the organizational structure of the local council is a process that begins with the minimum required and should evolve depending on the level of the transformation achieved by the revolution, the balance of power within a given area, and relationship with neighboring areas. He encouraged local council’s to share knowledge, learn from the experience of other councils and coordinate regionally.

the role of the National Council is to give legitimacy to the initiative and gain the acceptance of activists. It should seek funding in order to carry out necessary work and cover expenses which it may not be possible to be cover at the regional level. The National Council would facilitate coordination between regions in order to find common ground and foster closer interdependence.[5]

Omar Aziz’s work has had a huge impact on revolutionary organization in Syria. Whilst the mainstream political opposition failed to achieve anything of note in the past two years, the grassroots opposition movement, in the face of violent repression, has remained dynamic and innovative and has embodied the anarchist spirit. The core of the grassroots opposition is the youth, mainly from the poor and middle-classes, in which women and diverse religious and ethnic groups play active roles (see [here](#) and [here](#)). Many of these activists remain non-affiliated to traditional political ideologies but are motivated by concerns for freedom, dignity and basic human rights. Their primary objective has remained the overthrow of the regime, rather than developing grand proposals for a future Syria.

The main form of revolutionary organization has been through the development of the tansiqiyat; hundreds of local committees established in neighborhoods and towns across the country.

Here, revolutionary activists engage in multiple activities, from documenting and reporting on violations carried out by the regime (and increasingly elements of the opposition) to organizing protests and civil disobedience campaigns (such as strikes and refusing to pay utility bills) and collecting and providing aid and humanitarian supplies to areas under bombardment or siege.

There is no one model but they often operate as horizontally organized, leaderless groups, made up of all segments of the society. They have been the foundation of the revolutionary movement creating solidarity amongst the people, a sense of community and collective action.

See [here](#) about Yabroud’s (Damascus suburb) efforts to organize in the absence of the state. Some local committees have elected representatives such as in Kafranbel Idlib, where a committee of elected representatives have made their own constitution (see [here](#)).

Youth activists from Kafranbel keep the popular protest movement alive and have gained world wide fame for their use of colorful and satirical banners at weekly protests (see [here](#)). They also engage in civil activities such as providing psychosocial support for children and forums for adults to discuss issues such as civil disobedience and peaceful resistance.

At the city and district levels revolutionary councils or majlis thawar have been established. They are often the primary civil administrative structure in areas liberated from the state, as well as some areas that remain under state control.[6]

These ensure the provision of basic services, coordinate the activities of local committees and coordinate with the popular armed resistance. Undoubtedly as state provision of services has disappeared from some areas, and the humanitarian situation has deteriorated, they have played an increasingly vital role.

There is no one model for the Local Councils, but they mainly follow some form of representative democratic model. Some have established different administrative departments to take over functions previously held by the state.

Some have been more successful and inclusive than others which have struggled to displace the bureaucracy of the old regime or have been plagued by infighting.[7]

Whilst the main basis of activity is very much at the local level, there are a number of different umbrella groups which have emerged to coordinate and network on the regional and national level.

These include the Local Coordination Committees (LCC), National Action Committees (NAC), the Federation of the Coordination Committees of the Syrian Revolution (FCC) and the Syrian Revolution General Commission (SRGC). None represent the totality of local committees/councils and they have different organizational structures and differing levels of engagement or non-engagement with the formal political opposition.

See [here](#) for an interactive map which shows the coordinating committees and councils, as well as the flourishing of many other civil initiatives and campaigns in a country where such activity was previously brutally repressed.

A major threat facing these diverse initiatives has not only been the persecution of activists by the regime, lack of resources, the onslaught of the state's attack of civilian areas and increasingly deteriorating security and humanitarian conditions.

Some local councils have been hijacked by reactionary and counter-revolutionary forces. For example, in Al Raqqa non-local rebel groups with salafi/takfiri leanings took much of the power away from the local council. As they have tried to impose an Islamic vision which is alien to almost everyone, the people of Raqqa have been holding continuous protests against them.

In this video [here](#) from June 2013 people are demonstrating against arrests of family members by Jabhat Al Nusra. The women are shouting "shame on you! You betrayed us in the name of Islam". Throughout August 2013 the people of Al Raqqa have been protesting almost daily against the Islamic State of Iraq and al-Sham (ISIS) demanding the release of hundreds of detainees, abductees and missing persons.

Likewise in Aleppo revolutionaries launched the 'enough is enough' campaign calling for an end to rebel abuses and for accountability. This demonstration from June 2013 was held in front of Sharia Court in Aleppo after the killing of a child for allegedly insulting the prophet Mohammad.

The people [here](#) are calling for the murderers to be brought to justice saying ""The Sharia Committee has become the Air Force Intelligence!" (the most brutal security branch of Assad regime). In Idlib people have also been protesting against a Sharia Committee which has been established, [here](#) they say "we are against the regime, against extremist killing and oppression" and are calling for the return of professional lawyers (independent judiciary) to the court (instead of religious men).

Omar Aziz did not live to see the often seemingly insurmountable challenges that would beset Syria's revolutionaries, or the successes and failures of experiments in local self-organization.

On 20 November 2012, he was arrested from his home by the mukhabarat (much feared intelligence service). Shortly before his arrest he said "We are no less than the Paris Commune workers: they resisted for 70 days and we are still going on for a year and a half." [8]

Aziz was held in an intelligence detention cell of 4 by 4 meters which was shared with 85 other people. This likely contributed to the deterioration of his already weak health. He was later transferred to Adra prison where he died from heart complications in February 2013, a day before his 64th birthday.

Omar Aziz's name may never be widely known, but he deserves recognition as a leading contemporary figure in the development of anarchist thought and practice.

The experiments in grass roots revolutionary organization that he inspired provide insight and lessons in anarchist organizing for future revolutions across the globe.

Notes:

1 Budour Hassan, 'Omar Aziz: Rest in Power', 20 February 2013, <http://ift.tt/2p8tTTW>

2 Omar Aziz, 'A discussion paper on Local Councils,' (in Arabic) <http://ift.tt/2oBxve1>

3 Ibid.

UK

Informer's house vandalised along with Police Horse Transporters by Eco-anarchist vandals – FAI/IRF (UK)

18th April – we thought it long overdue that 'Julie', a police informer in Yatton, near Bristol, received a home visit to remind her that we do not forget nor forgive. [Badger](#) stayed at Julie's house after being invited there by her when he was first on the run. Badger is wanted for the smashing of the Bristol Post newspaper offices in 2011 and the burning of a transmitter. As a minimum gesture of solidarity to wanted anarchist Badger, we painted "snitch" there and sabotaged her vehicle. We hope she crashes and is paralysed. Julie lives at 3 Barberry Farm Road where she resides with her partner and children. An older washed-out queer peace activist type of person, but actually just a disgusting betrayer and one who abused the

trust put in her. Julie thought she could save herself from police attention by informing, but found that the pigs wanted more. So she even gave information on other people who came to visit Badger at her place and police were sure to send a forensic team to collect DNA. Snitch, you will be remembered as one more reactionary who deserves to live in misery. We hope the cancer that it is in your body kills you and we hope to make your last days as unhappy as possible. Die knowing you are hated. More activists (who we haven't forgotten about either) protected this snitch at the time of her informing, preventing those hunted from knowing that Julie had betrayed Badger and his friends. Millions of your pathetic activist lives add up to the sum total of fuck-all compared to the indomitable spirit of Badger.

Not very far away from Julie's house is Davis Lane, Clevedon, where mounted police are located with a stadium and next to this is a police specialist operations centre. We punctured the tyres on four horse transport vehicles and sprayed "Flat, Ha Ha!" on the sides. So much for security.

Stay free Badger – Fuck the Police

Solidarity to anarchist prisoners and those on the run.

Eco-anarchist vandals – FAI/IRF

Turquie

Istanbul: Coordinated actions by anarchists on the eve of Referendum against dictatorship and democracy (Turkey)

Coordinated actions by anarchists in the eve of Referendum against dictatorship and democracy..

Some anarchist groups in Istanbul, organized coordinated actions against democracy and dictatorship in the context of Turkish constitutional referendum, and to salute 'Coordination of Anarchist Groups', which was declared by some anarchist groups last week. Anarchist groups in the neighbourhoods of Kadikoy, Kucukcekmece, Umraniye, Sefakoy, Kasimpasa dropped banners and made stickers simultaneously.

On banners wrote; 'Find Yourself, Organize, Fight! Yes to Insurrection, No to State!' (Kadıköy), 'Insurrection will not be something you expected!' (Sefaköy ve Ümraniye), 'State Manufactures War. Revolution Not Elections, Communes Not State!' (Küçükçekmece), 'Don't be slaves, There is no authority, but yourself!' (Ümraniye), 'Neither Dictatorship, Nor Democracy, Insurrection, Revolution, Anarchy' (Kasımpaşa).

Here is the statement of anarchist groups in complicity:

"AKP rule has no chance to escape from its collapse, though 16th April referendum would likely to pave the way for an extensive suppression of opposition in Turkey. On the other hand, a win for NO votes would just mean the maintenance of the status-quo. The biggest gain would be a morale boost for mainstream opposition which redesigned oppressor-oppressed conflict in shape of anti-AKP, anti-Erdoganism. Our responsibility is not to wait for collapse of powers but to organize and empower struggles that can take the system down.

'Direct' or 'representative' democratic order does not represent equality, freedom and revolutionary transformation. It degrades society's revolutionary ideal into numbers through election system. Its perception and consciousness are engineered by the highest class on hierarchy and it results in enthrallment of the society by the 'will of majority.' We regrettably see that many activists (including anti-authoritarians seeking for 'direct democracy') struggle in order to achieve a status in democratic order imposed by the sovereign not in order to start a grassroots movement. By looking at their attitudes in recent elections, we see a lot of anti-authoritarian people whose favourite word is 'direct democracy' designing their discourse and praxis around bourgeois parliament and working for electoral success of mainstream opposition parties by turning their back on revolutionary efforts. These compromising efforts are time and again proven to sign death warrant of potential revolutionary transformations in the history. We call all our comrades and anti-authoritarian, emancipatory friends once again:

Anarchy is neither a volatile dream nor a dogmatic world view. In contrast, anarchy realizes itself as long as individual brings it into existence. Demanding for freedom; destroying each and every link of oppression; overthrowing ones that exploit us, keep us hungry, leave us homeless, banish us, imprison us, murder us, numb us, divide us, make us fight; and creating a world that is based on equality, freedom and commune can only be enabled by keeping the focus of our discourse and activism here. 'Democracy' is not a short cut but sink of illusions, enabling the history of sovereigns to reproduce itself. Embrace anarchist struggle. Get organized, form alliances between anarchist/anti-authoritarian/emancipator groups, actualize projects, spread anarchist/anti-authoritarian principles among social movements but do not be assimilated within these movements. Do not let your revolutionary desire to be absorbed by ballot boxes or authoritarian/reformist left-wing circles; on the contrary, smash all compromise and reconciliation mechanisms. Instead of wasting your energy in short-cuts that turn it into a labyrinth, channel it into anarchy or total liberation causes. Be organized, organize, be coordinated, take action...

With these actions, we salute the recently announced "Anarchist Groups' Coordination" that has been constituted by anarchist and anti-authoritarian groups with common experiences in the struggle. Having an organization and struggle experience is vital for these groups. Likewise, we send our support and solidarity wishes to captive anarchist comrades worldwide.

URUGUAY

Montevideo (Uruguay) : blocage et attaques suite à l'expulsion de La Solidaria

Le 21 mars, une manifestation a été organisée à Montevideo (Uruguay) contre l'expulsion du centre social occupé La Solidaria. Selon la presse, des rues ont été bloquées avec des poubelles enflammées, il y a eu quelques jets de Molotov et une dizaine de personnes ont attaqué le siège central du parti Communiste, un local en construction du nouveau siège de Abitab, ainsi qu'une association de retraités de la police. La Garde Républicaine a ensuite obligé les manifestant-e-s à bouger.

A propos des événements et des arrestations liées à l'expulsion de la Solidaria

Hier, mardi 4 avril, des membres des services de renseignement et de la police ont effectué deux perquisitions conjointes liées au Centre Social La Solidaria. Les perquisitions se sont soldées par l'arrestation de cinq personnes, dont une a été mise en examen pour dégradations. L'accusation qui pourrait passer à vol fait suite aux enquêtes menées par les corps répressifs de l'Etat depuis l'expulsion du centre social et les événements postérieurs.

Ces jours-ci, l'Etat a promis d'autres arrestations. Il faut donc supposer qu'il y aura plus de personnes arrêtées. La propriété privée a été remise en question, l'auto-organisation est la coupable. La tension entre les normes étatiques qui défendent l'ordre existant basé sur le profit et l'exploitation et la capacité sociale autonome dans la lutte pour la transformation radicale est inévitable.

La capacité de prendre des lieux et de leur donner une vie véritable, de les mettre au service de la lutte sociale auto-organisée, la capacité à manquer de respect au monde de la domation ne sera pas pardonnée par les défenseurs du capital...

En ce moment, la clarté des idées est très importante et la capacité de fermeté cruciale.

Défendons nos centres sociaux, défendons la lutte pour la liberté.

Auto-organisation et action directe.

Des anarchistes

Ps : Au moment où ce texte était écrit, un autre compagnon était arrêté et transféré au tribunal pour déclarer, il a été relâché quelques heures après avec une convocation.

Cela fait un total de six arrestations, en plus des deux personnes arrêtées le jour même de l'expulsion, juste après les protestations et aussi convoquées.

[Traduit de l'espagnol de [Contramadrid](#), Abril 11, 2017]

Montevideo, Uruguay : appel à un rassemblement contre l'expulsion de La Solidaria

Le 21 mars de cette année les forces de l'ordre viendront finalement expulser La Solidaria au 1813 rue Fernández Crespo.

Il ne s'agit pas seulement d'un coup contre cet espace, c'est une attaque contre les méthodes qui y sont employées : l'auto-organisation et l'action directe pour lutter contre ce monde d'exploitation.

C'est aussi une attaque contre toutes celles et ceux qui luttent en permanence pour transformer la réalité, contre celles et ceux qui luttent pour une autre manière de vivre plus agréable, basée sur la solidarité et le soutien mutuel.

Face aux tentatives du pouvoir de faire taire la lutte, nous proposons de renforcer la rébellion permanente contre leur monde mort.

Nous proposons de répondre aux attaques constantes et toujours plus profondes que le Capital exerce sur nos vies.

Bas les pattes de nos centres sociaux !

[Traduit de l'espagnol de [contrainfo](#), 14 Marzo 2017]

Between War and Retail Meltdown: An Interview with Peter Gelderloos

The post [Between War and Retail Meltdown: An Interview with Peter Gelderloos](#) appeared first on [IT'S GOING DOWN](#).

The last two weeks have seen both the impending crash of various retail stores, which threatens to make the lives of millions of workers even more precarious, as well as major military interventions in Syria and Afghanistan. Meanwhile, fights between proto-fascist and “economic nationalist” Steve Bannon and those within the Trump administration more aligned with neo-conservatism came to a head. Wanting to make sense of both of these predicaments, we turned to Peter Gelderloos who offered some analysis on the situation in the US.

IGD: What do you make of the newest bombings in Afghanistan? Is this a shift from past US policy or just a continuation? What do you think the administration is trying to accomplish? From the outside, it seems like provoke a terrorist attack or gain support in the US through military action.

Peter Gelderloos: The dropping of the MOAB in Afghanistan is a slight shift in US policy, given that the munition used was unprecedented in its tonnage. Every war is an opportunity to test new weapons, and from Agent Orange to guided missiles to depleted uranium to white phosphorous, both Republican and Democratic administrations have been happy to carry out their lethal experiments on enemy populations. Curiously, in the post-Nuremberg world, you’re not a Mengele if you do your killing outside the laboratory.

But previous presidents had been content to let this particular bomb remain a latent threat, in-arsenal. The recent use of the MOAB is certainly a continuation of Trump’s desire to impress, to prove to the world that he doesn’t have small hands. But unfortunately it doesn’t tell us very much about the evolving US policy in Afghanistan. It got mixed reviews from pro-regime Afghan parties, as have most US actions there since the 2001 invasion, so it doesn’t represent any kind of diplomatic departure.

Counterinsurgency campaigns, however, are won with costly and well-thought-out campaigns, not with specific weapons. If it were left to Trump, US forces would do something showy like drop a big bomb, and then cut and run when things got sticky. But if his advisers make it a priority, if the Pentagon gets the resources and the pressure to break the stalemate, then you’ll probably see a new strategy being deployed.

In that case, you might see massive ordinance being used to flatten the terrain, destroying the cave systems and leveling the mountains that have canceled out US military superiority. But it’s too early to tell if this is a Trump-style, Twitter-cycle-focused one off, or if the US military is about to turn Afghanistan into West Virginia, making the first war-time use of an anti-mountain Agent Orange.

IGD: In the US, there seems to be [looming retail crash](#). What does this mean for workers, especially millennials? What would this mean for the economy?

Retail is the largest sector of the US workforce, and it’s already taking a hit. The online sales (think Amazon) that are the major factor provoking the closing of shopping malls and the recession among retail giants rely on warehousing and delivery. The first is already largely roboticized, and the second is one of the prime fields for the development of autonomous and drone technology by the likes of Tesla and Amazon. Meanwhile, cashier positions in supermarkets are already being replaced by “automatic” checkout. And a few hip brand stores have started deploying what some of us were predicting when RFID tags came out: a dystopian parody of the free warehouses of the anarchist collectives in the Spanish Civil War, where anyone could just walk in and take whatever they needed. The catch, in the modern version, is that when you walk in with your mobile device, they have your bank information, so when you walk out with the products, they get deducted automatically. A shoplifting proof environment in which the potential thief is the person without a cyborg phone.

Anyways, with the roboticization of industry, which is already well under way, it was the service sector that was supposed to save the economy, creating new jobs so you still have consumers to buy all the useless, toxic shit being produced. And the service sector is still growing, but the bigger chunk of it is on the cusp of a huge decline, at the exact same moment that roboticization is on the cusp of huge steps forward in every sector, as well as a new sector, extraterrestrial exploitation, [something that's discussed here](#).

Robotacists – experts and people who are making a huge amount of money off this shift – are actually really scared. They keep improving AI, but at the same time they’re worried about how they might bring about the total collapse of the economy, an unfortunate surge in unemployment, or the obsolescence of the human species (there are different versions, the latter is Elon Musk’s take). Tellingly, they keep on designing, and keep on profiting, but they’re worried. This behavior belies the idea that technology is useful, that it is dependent on human will. I’ll skip the debate over absolute truths for now, but in the present moment, when technology resides at the scale of the organization of human society for the satisfaction, not of biological needs but of economic and ultimately technocratic needs, there is no such thing as freedom unless we’re talking about the intent to destroy the whole fucking system. Even elite designers are just tools of the technology, the way the factory worker is an adjunct to the machine (in contrast, possibly, to the artisan, who develops and deploys her own tools).

Barring some big surprise, if things keep advancing in this direction, solutions like a universal wage become necessary. A growing part of the Silicon Valley elite already supports the universal wage. It’s progressives who are making the proposal, but we need to be clear that it reflects the needs of social control, and nothing else, the same way that welfare was an attempt to institutionalize the poverty and racist exclusion that fueled the struggles

of earlier generations. Marx was dead wrong. Socialism was not the result of the evolution of society's productive capacities. Our productive capacities were never so scarce as to rule out universal abundance. Socialism, if it comes, will be a strategic imposition by the State, taking advantage of the evolution of its capacities for social control, as a needed measure to bail capitalism out once again.

In the meantime, workers can expect to find their bread and butter in the sectors with a future. For the privileged workers, this means design, programming, and applied scientific research. For those of us without degrees, or for the suckers who went for humanities, this means the parts of the service sector that are in expansion: restaurants, tourism, and in general the production of experiences, which, sickeningly, turns out to be driven by people's need to post content on their social media, as The Atlantic article you referenced points out.

Restaurants and bars are already a major employer for suckers like us, but it will go a lot further. Extreme sports, self-improvement, personal trainers. Sex work on steroids. Lines will blur, and the affective economy will come to define a much larger part of the service sector. The isolation and misery that the traditional family engineered and that internet and entertainment technologies took down to the ninth layer of hell will be solved by new employment categories that don't yet explicitly exist. We can talk about a suicide economy: the new sex/affective/entertainment/experience worker will help us find the will to live again. Self-care will become a growth sector.

It's always disappointing when needed and intelligent critiques gain traction right at the moment when capitalism needs them (I won't say they arise at this moment, as though Capital calls the ideas it needs into being, since they tend to exist long before, though they remain obscure). Unfortunately this seems to be the case with sex work. It's great that the victimistic views of priests, social workers, and essentialist feminists have been challenged, but the possibility of a radical practice within sex work may well depend on the ability of sex workers to stake an innovative position in the struggle against capitalism, because it is in the interest of the new economy for sex work to be re-legitimized and diversified.

IGD: There seems to be a big tension between Steve Bannon and Schumer, which has also been highlighted by splits between Bannon and those more closely linked to Wall Street. What is driving these splits?

PG: Wall Street doesn't need neo-reactionaries or anyone else reminiscent of fascists to be writing policy. Neo-reactionaries like Bannon were good for mobilizing a political base, they're good for creating populist rhetoric that creates scapegoats and mobilizes patriotic thugs, but they're not very sensitive to the needs of capitalism or the State. Perhaps Bannon mistook power for something that could be possessed, and thought he was the one who possessed it. Maybe he'll rebound, maybe he'll correct his course, or maybe the moment has come when he has overreached his authority and alienated himself from the structures that produce political power.

IGD: Why do you think the US moved to bomb Syria? The US is already bombing and launching drone strikes in a variety of countries. Why was attacking Syria important?

PG: I have no idea if Assad was actually responsible for the chemical weapons attack. State leaders are certainly capable of actions that hurt their own interests, non-democratic leaders even moreso, but Assad was just garnering a level of international support or at least acquiescence that it looked like he might have a future again.

In any case, consensus reality in the Western media-sphere dictates that he's responsible for the chemical weapons attack. Trump is already on the ropes for his questionable relationship with Russia, and the one thing he can't do is to appear weak on foreign policy and anti-terrorism, because that's his last point of support or credibility. He had to do something to punish Assad.

As per their agreement, the US military warned the Russian military prior to the attack. The Russians then warned Assad. The effectiveness of the attack was minimal, and it's perfectly possible that Russian indignation and their threats in the UN were nothing more than playacting. There are certainly ways for Trump to flex his muscle and still maintain the new detente with Russia. In fact, Trump is better off now that relations appear hostile.

It is also possible that US-Russian relations are souring in truth. [As I wrote earlier](#), geopolitical interests do not change with the personalities or the parties of the people in charge. The only way for the US and Russia to establish a feasible, friendly relationship is for the US to relax its historical projections, its state-building rights, in either eastern Europe (especially Ukraine) or the Middle East. I can't think of any other basis that might allow the end of hostilities. As a candidate, Trump favored a strategic withdrawal. It's unlikely, however, that he would be able to convince not only the Pentagon but also all the other people and institutions invested in US strategic planning to relax their pretensions of dominance and let other countries take the lead.

Yes, We even Stole from Work under Socialism : Steal Something from Work Day: Against Capitalism, Socialism, and Work Itself

To celebrate [Steal Something from Work Day 2017](#), we present this extract from the book A Worker in a Worker's State, written by Miklós Haraszti in 1972 when he was a young employee at the Red Star Tractor Factory and suppressed by the Hungarian government as a threat to socialism. Throughout history, workers have stolen from their workplaces under capitalism, socialism, and communism alike. Haraszti suggests that this stealing is actually the most creative and enterprising activity that takes place in the factory, implying the possibility of a world in which all labor

would be equally creative and free. His text also provides a window into the lives of workers in the Eastern Bloc, revealing the void at the heart of the supposed workers' utopia. So long as there are managers, workers will rob their workplaces—not just for personal gain, but above all to keep alive that which is best in themselves.

At a time when young people in the West who did not experience the horrors of state socialism are spreading nostalgia for it while fascists gain legitimacy in [Eastern Europe](#) by presenting themselves as its foes, it's important to remember that state socialism never gave workers the freedom or abundance it promised—and that its true opponents are not the nationalists who would inflict still worse horrors, but anarchists and other ordinary working people who resist all forms of imposed authority. Likewise, Haraszti's text is prescient in anticipating how artisanal craftsmanship would be further commodified in the post-industrial economy, offering the illusion of free activity as yet another facet of the market. Instead of peddling nostalgia for state control of industry, factory work, or any other specter of the 20th century—or seeking to monetize our autonomous activity after the fashion of the 21st century—let's take immediate action against capitalism, socialism, and work itself.

Today is a good day to get started: it's [Steal Something from Work Day!](#)

You can find this text and a great many more like it in [Heist, our journal of workplace expropriation](#). Print out copies and distribute them at your workplace!

In Search of the Great Homer

A homer is an object made for his own purpose or pleasure by a worker using his factory's machines and materials. It is not made for sale as an additional source of income. The word does not appear in most dictionaries, but appears to have been the most widely used equivalent in England and North America.

"Homers? Is there any chance of homers?" is often asked by those thinking of leaving this factory, when they're tipped off about another place. Many factors must be taken into account when you want to change your job. Although for most workers homers are not vital, they'll make them if they have the chance, and they'll try to create the opportunity if it doesn't exist already. Some will pay a high price to obtain a position that allows them to make homers.

The government journals portray workers who make homers as thieves. Similarly, the factory bosses "fight" against homers. Warnings and sanctions rain down on the heads of those who misappropriate materials, use machines for their own purposes, or tap the factory's supply of electricity. If the factory guard finds a homer in our pockets or on our bodies, he has caught a thief.

But even if the journals don't acknowledge it, both workers and bosses know very well that this is just words. The real damage to the factory is the time lost in making an object—time which cannot be utilized by the factory. "If the foreman knows you're making homers, he'll send one of us to fetch some glue and he'll stick you to your machines for the rest of the day," said my neighbor, joking with someone who was borrowing a tool from him to make a homer.

The secret of this passion for homers is not a simple one. It can't be reduced to the minimal value of the knick-knacks which the workers actually make and, especially on piece-rates, how long they take bears no relation to the value of the time lost.

Workers on hourly wages turn to homers when they have given to the factory what the factory has demanded, or when they have a free moment. If hourly workers make homers they don't risk anything—except being found out. Not only will they then be punished, the discovery will also offer an excellent opportunity to demand increased production from them.

Workers on conveyor belts, or on fully automatic machines, completely delivered from the pressures of time, are only likely to make homers in their dreams. Technological development has given these workers a moral superiority, which at least forces the government satirists to look for a new theme in their attacks.

But the piece-rate worker manages his time himself, and each minute that passes without an increase in the number of pieces represents a financial loss for him. With the constant pressure of piece-rates, the factory does all it can to preach the morality of labor. According to the rate-fixers' estimates, the piece-rate workers should themselves renounce their passion for theft. In fact, management has to admit that nothing—neither prohibitions, nor punishments, nor public humiliation by the security guards—will persuade them to give it up.

Perhaps it is more than an empty play on words to say that we "loot" [that is, cut corners in violation of regulations] in order to have time to steal.

Making homers is a real addiction; those who go in for it know that they do themselves more harm than good. The bosses and the rate-fixers view the persistent refusal of piece-rate workers to give up this habit in terms of the basest instincts. "How does a person like that bring up his children? We gave him sound advice and even delivered a sharp rap across his knuckles, but nothing will stop him from pilfering," the foreman grumbles, talking about a homer addict. Yet the passion for "looting" does not upset the bosses. Not because they force us to do it, but because "looting" doesn't cost anything except the strength, nerves, wellbeing, thoughts and life of the worker—even when he thinks that he is stealing something from the factory.

Why, then, are piece-rate workers so fond of making homers? The usefulness of homers cannot be the real motive, because the worker's life is so dependent on the workshop, the machine, his materials, and his eight-hour shifts that there is no chance whatever of his making anything which he really needs. It would be a dubious triumph for "do-it-yourself"—given the gigantic level of infringements that would be involved—if the conditions of work were such that they permitted workers to make everything they needed for setting up house in the form of homers. Then, certainly, homers would be worthwhile, since every worker could do repairs, and make small gadgets cheaply and with little effort.

Some of my colleagues still harbor a nostalgia for the days of the domestic artisan, but they rarely talk about their feelings, except when they are embarrassed or are making an excuse if someone catches them out. “Peasants, too, give what they produce to the State, but they don’t buy their vegetables in a market. Here, there are all the tools you could want, and stacks of discarded materials—but if I want to repair my faucet, I’m supposed to call the plumber.” This sort of talk is really a rationalization; it doesn’t bear much relation to the real motives for making a homer.

Perhaps the mechanics and fitters, who are paid by the hour, really do have the means—thanks to homers—to set up their families, since they have at their fingertips, in the workshop, all the tools and machines necessary for household repairs large and small. But I am chained to my machine even if, at the most once a week, I find after an interminable number of runs that I have won a little time for myself. It is impossible for the piece-rate worker to flit across the workshop like a butterfly and to fiddle around with other machines. The foreman would see him at once, and fix him up with more work. Besides, the others are also riveted to their machines, and in any case our machines are too specialized, too large, too powerful, and too complicated: they themselves dictate what we can make with them.

And so in fact homers are seldom useful things. Bizarrely enough, when they are, it is generally not for some outside use, but for something needed within the factory. In theory, there are special workers to manufacture the base plates and braces for mounting pieces, but in fact we must make them ourselves. It is an unwritten rule that when feasible we make everything our jobs require with our own machines. Such operations have real utility, but are also infuriating. They are hardly paid but they are necessary to get through faster, or even to complete a job.

Even around such necessary preparatory work, the mysterious aura of homers begins to appear, to the extent that everyone calls these pieces “homers” even though in fact they entitle us to a supplementary payment. No one would think of telling his neighbor how he’d run through a series, and no one would be interested if he did. But everyone can talk with gusto about these preparatory “homers,” and find an interested audience. Without doubt, the reason is that we plan this work ourselves, and can complete it as we think best.

Our machines rarely give an opportunity for other useful kinds of homers. But that doesn’t do away with homers, it only changes them. For piece-workers, homers are ends in themselves, like all true passions. Here the passion is for nothing other than work, work as an end in itself. The diverse forms of homer have only one thing in common: they have to be of a size that can be surreptitiously smuggled out of the factory. Some have not kept to this rule; and finished objects lie gathering dust in their locker, or their tool boxes, or beside their machines, until the worker changes his factory, when they try to get them out, or, if this is hopeless, give them away.

For us, the potential of milling machines, lathes, and borers stimulates and at the same time limits our imaginations. The raw material is chiefly metal. The objects that can be made are key-holders, bases for flower-pots, ashtrays, pencil boxes, rulers and set squares, little boxes to bring salt to the factory for the morning break, bath mats (made out of rolls of white polystyrene), counters in stainless steel to teach children simple arithmetic (a marvelous present), pendants made from broken milling teeth, wheels for roulette-type games, dice, magnetized soap holders, television aerials (assembled at home), locks and bolts, coat-holders for the changing-room cupboard, knives, daggers, knuckle-dusters, and so on.

In place of the order, “You make that,” comes a question: “What can I make?” But if this work is an end in itself, it is not thereby without a purpose. It is the antithesis of our meaningless “real” work: the possibilities are limited, but the worker who makes a homer uses his head and keeps his eyes open. He scans the raw materials around him, weighs up the unexploited capacities of his machines and the other auxiliary machines, like the small disc-cutter in the corner of the section or the grinding-machine, as he examines the hand tools at his disposal. Then he decides. He decides on what he will accomplish and works to realize that chosen object and not for some other purpose. If he uses the product itself, then before all else he will relish the pleasure of having accomplished it, and of knowing when, how, and with what he made it, and that he had originated its existence.

This humble little homer, made secretly and only through great sacrifices, with no ulterior motive, is the only form possible of free and creative work—it is both the germ and the model: this is the secret of the passion.

The tiny gaps that the factory allows us become natural islands where, like free men, we can mine hidden riches, gather fruits, and pick up treasures at our feet. We transform what we find with a disinterested pleasure free from the compulsion to make a living. It brings us an intense joy, enough to let us forget the constant race: the joy of autonomous, uncontrolled activity, the joy of labor without rate-fixers, inspectors, and foremen.

A complex organization forces me to maintain a minimum level of quality in my daily work. In making homers, quality, which itself arises as I have envisaged it, is the aim itself, the profit, and the pleasure. It is so natural that the question is no longer “What are you making?” but “How are you making it?”

The joy of this unity between conception and execution stands in extreme contrast to our daily work. “Where is the blueprint?” an inspector asked as usual when he came over to make a check. M— loves to repeat the brazen response (fortunately it did not get him into trouble) which aimed to rub in that for once he and the inspector had nothing to say to each other: “It is here, in my head.” The inspector had to puzzle over this for a while before it clicked. M— was making a homer. In outward appearance, nothing had changed. The same movements, which otherwise served only to increase production for the factory, were transformed by what he was doing into an activity of an entirely different kind.

By making homers we win back power over the machine and our freedom from the machine; skill is subordinated to a sense of beauty. However insignificant the object, its form of creation is artistic. This is all the more so because (mainly to avoid the reproach of theft) homers are rarely made with expensive, showy, or semi-finished materials. They are created out of junk, from useless scraps of iron, from leftovers, and this ensures that their beauty comes first and foremost from the labor itself.

Many do not care if their noble end-product clearly reveals its humble origins; but others hold fervently to the need for a perfect finish. Were it not that homers have to be made in a few snatched minutes, and that often we can’t get back to them from one week to the next, if making homers were not such a fleeting activity, then one could almost claim that there were two schools: the first “Functionalist,” the second “Secessionist” [a pre-Soviet

Hungarian art movement celebrating excessive decoration]. There are also passing fashions in homers. And just as homers are a model of nonexistent joys, so they are the model for all protest movements.

Making homers is the only work in the factory that stands apart from our incessant competition against each other. In fact it demands cooperation, voluntary cooperation—not just to smuggle them out but also to create them. Sometimes my neighbor asks me to do the necessary milling for his homer, and in return makes a support for me on his lathe. On these occasions we wait patiently until the other “has the time.” Among piece-rate workers altruism is rare. Even in making homers, aid without a return is inconceivable. But it is not a matter of like for like: no one calculates how much his help is worth, or the time spent on it. Sometimes one can even come across selflessness without any expectations of recompense—which could never happen in “real” work. Most friendships begin with the making of a joint homer.

These different joys are obviously marred by the knowledge that they are only the joys of an oasis in a desert of piece-rate work. Slowly, the factory returns to itself, the computer dries out the oasis, the pressures of production continue unchanged. Despite this, everyone is cheerful during these few precious minutes. This is manifestly obvious to all but the bosses—who don’t need to worry about the constant bad temper of piece-rate workers except insofar as it relates to production; and who don’t display the least understanding of this loophole to happiness, not even as a matter of tactics. A foreman’s anger is a sure indication of the happiness that the worker sows with a homer.

I am convinced that homers carry a message. “Artisanal tinkering, survivals from a dying industry: if homers are a negation, then they are only a nostalgia for the past.” This might be said if you didn’t grasp the importance of homers for workers on piece-rates. In fact, they don’t know the old handicrafts any more and they detest the private customers for whom they often do black market labor after factory hours.

Workers would gladly renounce the artisan character of homers, but they have no other way to assert themselves over mechanized labor. Similarly, they would gladly produce things which made sense, but the production of senseless homers is their only chance to free themselves, for a few minutes, from the “good sense” of the factory. They would gladly manufacture, often collectively, things which were useful for the community; but they can only make what they want to make on their own, or at most with a few others.

So these two steps towards the senseless—producing useless things and renouncing payment—in fact turn out to be two steps in the direction of freedom, even though they are swiftly blocked by the wall of wage labor. In fact, homers are a vain attempt to defect from the cosmos of piece-ratios.

Suppose that all of our work could be governed by the pleasures of homers, then it would follow that in every homer is the kernel of a completely different sense: that of work carried out for pleasure. The industrial psychologist, the expert in managerial methods, the social technician, and all the growing number of specialists who are replacing functionaries once breathless with the heroism of labor cannot comprehend the hopelessness of their task if they are unable to understand the pleasures of homers. Their task is to dry out the oases while filling the desert with mirages. Were it not that these experts in production are also dispensers of our livelihood, in command of discipline and achievement, we would enter the age of the Great Homer. This alienated sense, imposed from outside by wages (and its denial, the consolations of forbidden irrationality), would be replaced by the ecstasy of true needs. Precisely what is senseless about homers from the point of view of the factory announces the affirmation of work motivated by a single incentive, stronger than all others: the conviction that our labor, our life, and our consciousness can be governed by our own goals. The Great Homer would be realized through machines, but our experts would subordinate them to two requirements: that we use them to make things of real utility, and that we are independent of the machines themselves. This would mean the withering of production controls. We would only produce what united homer-workers needed and what allowed us to remain workers united in the manufacture of homers. And we would produce a thousand times more efficiently than today.

To take the whole world into account, to combine our strength, to replace rivalry with cooperation, to make that we want, to plan and execute the plans together, to create in a way that was pleasurable in itself; to be freed from the duress of production and its inspectors—all these are announced by the message of the homer, of the few minutes that resurrect our energy and capacities. The Great Homer would not carry the risk of our frittering away strength senselessly; on the contrary, it would be the only way to discover what is even precluded by the homer of wage-earners: the real utility of our exertions. If we could direct our lives towards the Great Homer, we would gladly take on a few hours of mechanized labor a day, so long as it was needed. Otherwise, if everything remains as it does today, we face a terrible destiny: that of never knowing what we have lost.

Connoisseurs of folklore may look on homers as a native, decorative art. As yet, they aren’t able to see further than that. But they will, and the day will come when homers are no longer forbidden but are commercialized and administered. People who work on automatic machines will be able to buy homers in the shops after seeing them in magazines or on television. Then, no one will suspect that homers were originally more than a “do-it-yourself” hobby or a mere pastime; that they once shone through factory controls, the necessity of making a living, and the pressures of wages, as a surrogate for something which by then perhaps will be even more impossible to name than it is today.

The tiny gaps that the factory allows us become natural islands where, like free men, we can mine hidden riches, gather fruits, and pick up treasures at our feet. We transform what we find with a disinterested pleasure free from the compulsion to make a living. It brings us an intense joy, enough to let us forget the constant race: the joy of autonomous, uncontrolled activity.

Epilogue

At a factory in the Soviet Union, inventory control had determined that one of the workers was stealing from the People’s State. They heightened security and monitored him carefully. Every evening, as the man left work with his wheelbarrow, the security guard would search him fastidiously—packages, boxes, bags, pockets, everything—but to no avail. Although the guard never found a thing, he continued to search the worker at the end of each shift—year after year after year. Finally, decades later, the man was due to retire. As he pushed his wheelbarrow out for the last time, the guard searched it, then said in despair, “Look, it doesn’t matter anymore, but satisfy my curiosity. We know you are stealing something. Yet every day I search your wheelbarrow and find nothing. How can this be?”

"It's easy," shrugged the worker. "I'm stealing wheelbarrows."

Black Block clashes fascist groups and Trump supporters in Berkeley, California

BLACK BLOCK V.S. FASCISTS AND TRUMP SUPPORTERS IN BERKELEY, CALIFORNIA!

On Saturday, April 15th, a black bloc made up of young antifascists, anarchists, and communists fought against members of neo-nazi organizations and Donald Trump president's supporters in Berkeley, California.

The police served as accomplices to the right wing groups allowing them access to the main area of the rally. Along with the usual "Make America Great Again" t-shirts and hats, the right wing groups carried anti-semitic signs, flags with nazi swastikas, and at times were even seen carrying out the nazi salute.

While the clashes took place, the black bloc bravely carried a banner reading, "We will defend our communities" organizing around the "community" as an alternative to the american proletariat.

During the battle, objects and fences were put to use by the anti-fascists to impede the advance of the fascist groups. However, fascists used sticks, poles, and even tear gas against the anti-fascists demonstrators.

Mace, Gas, and Blood: A Report Back from Berkeley

My girlfriend and I arrived at MLK Civic Center Park around noon. We locked up our bikes, and took a lap around the park to try and find our comrades. There were police searching bags at the small entryways that were created between the makeshift orange barricades that they had erected to protect the fascists. As soon as we circled the park we found our place in front of the Community Theatre on Allston. Instantly witnessing skirmishes I ripped off my civilian attire, masked-up, and got ready to rumble. M-80's soared through the air terrifying the Trump supporters every time they landed. I even saw Trump supporters fighting with the police, and yelled "Hey! that's our job!"

The mobile speaker started to blast Run the Jewels "Close your Eyes (and Count to Fuck)", and the crowd started to get hyped, myself included. Soon thereafter I noticed the building at our backs collecting some anti-Nazi graffiti. Cameras were everywhere, with many black-clad demonstrators intimidating the press. The mobile speaker kept bumping, and we started to mobilize. Getting in the face of a biker with a "Straight Pride" shirt on, a comrade and myself started gyrating at him. We then cruised around the backside of the Peace Wall, where insults were thrown, along with bottles, and more heavy-duty firecrackers. As we continued around the backside of the park calls were made to stay together and keep the line tight. We soon took Center St. where some of the days most intense melees were to take place. A dumpster was rolled out into the street and several brave activists pushed it into the combative Trump clan.

Projectiles flew overhead as trash cans were knocked-over, and scrounged for anything that could fly. One trash can was full of day-old bagels, and any anti-capitalist will tell you bagels only need one day to turn into stone. As our strength started to peak, "Fuck the Border" came over the speakers and I could not keep my boots on the ground much longer. G.L.O.S.S. came on after this and the hardcore ignited the fight in all of us.

One arrogant fascist approached our front line and threw a full water bottle at us. He was quickly accosted and separated from his military helmet which was launched into the crowd of his cowardly cohorts. A few younger white-supremacist kids with masks and shields started to face-off against our team. This is when I turned to the comrade nearest me, and plotted our next move. "Grab them by the face-mask, and rip those helmets off." As soon as our plan had been discussed one of these maniacs started swinging his flag pole towards us.

I did exactly as I had planned, grabbing him by the face-mask of his helmet, ripping it off, and beating him with it. I instantly retreated into the safety of my courageous crew. One of the heaviest projectiles, a wood 'No Parking' sign with sharp metal backing still intact, was launched at the white-supremacists and successfully hit one square in the head.

This is when I saw one of the most terrifying acts come from the other side. Kyle Chapman AKA Based Stick-Man returned the No Parking sign, whipping it full speed over the tops of our heads. This single blow could have caused great danger to whomever was at its receiving end. We continued to avoid entrapment by moving up Center towards Milvia. Some of the fascists instigated more street brawls, and were met with flag poles that had been stolen from them. Pepper spray was continually shot in the faces of these racists, and needless to say some found its way into our eyes and lungs as well.

After a trash can was thrown into the street, and its contents lit on fire, our brave comrades pushed the smoldering plastic at the opposition. We exchanged chants, and yells, reminding them whose streets these are. "1,2,3,4 Slaves and genocide are war! 5,6,7,8 America was never great!" was my personal favorite chant of the day. At this point a huge smoke bomb was thrown into the midst of the crowd at Milvia and Center. Our posse, now somewhat diminished, began to retreat up towards Shattuck.

I turned around to see comrades grab a chain-link fence and drag it into the street to block off the Trump supporters who were at our heels. This makeshift barrier proved futile as they marched through it and after us. My girlfriend reports being cornered by a group of rowdy racists, one of which actually punched her in the face. She was able to maintain her composure, and reason with the unruly band. She even described speaking some

sense into a lady who was on the Trump side, but didn't support "all this white shit." Apparently some of these people do respond to logic and reason.

Once we got to Shattuck we held it down despite decreasing numbers. Many comrades took this time to de-bloc, and return to their civilian garb. I saw several skirmishes at this point as well, including an Alt-Right moron getting beaten with a large stick. They continued to shout, egg us on, and prove our point for us. "You guys are the real fascists!" they said. To which I replied, "Believe it or not, but we have already debunked this claim."

We put up a good fight today, but the fight is not over. It is only beginning. Every Nazi that gets punched is a victory. Every burned flag, hat, or sign is a success story. We need not be discouraged by days like today, but we must realize that these days are going to become more and more common, unless we put a nail in this coffin once and for all.

Your Comrade in Arms

Sabotage Against Train Tracks in Olympia

Early in the morning of April 20th we poured concrete on the train tracks that lead out of the Port of Olympia to block any trains from using the tracks. We took precautions to notify BNSF (the train company) - we called them and we used wires to send a signal that the tracks were blocked. We did this not to avoid damaging a train, nothing would bring bigger grins to our faces, but to avoid the risk of injuring railway workers.

This action was done to disrupt the movement of trains carrying proppants used in natural gas fracturing. These train tracks are part of a system of pipelines, fracking wells, mines, clearcuts, control centers, fiber optics, dams, highways and factories that cover the planet and are physical manifestations of a process that is destroying the ecosystems, cultures, and inhabitants everywhere. Behind this network of infrastructure there are politicians, CEOs and bureaucrats who have private security, cops, prison guards, non-profit directors, PR consultants and the legacy of 500 years of colonization to back them up. We oppose all of these manifestations, infrastructural, personal and ideological. We blocked the train tracks because we want to blockade the entire web of domination that is slowly killing us.

We were inspired to take this action by acts of resistance taking place across turtle island and the world, particularly the fierce indigenous resistance of water protectors against the Dakota Access Pipe Line, the encampment blocking a train full of fracking material on these same tracks in Olympia this past November, and the clandestine attacks against pipelines in Florida, South Dakota and Iowa. <http://ift.tt/2pGDPkz...>

We also were emboldened by the spirit of all those who have risen against the white supremacist police in Ferguson, Baltimore, Oakland and elsewhere, as well as by the riotous opposition that has characterized the first few months of Donald Trump's reign.

Resistance to this many-tendriled death machine has and must take many forms. Some have set their goals narrow and try just to stop the port from shipping proppants. We are aiming beyond, for a liberation that destroys all vestiges of oppression and colonization leaving us free to experiment with ways of living in cooperation on our own terms. We want to unlearn the legacies of domination that we have inherited. We need a diverse and vibrant resistance composed of more forms of destruction, mutual aid and solidarity than we can yet imagine.

This action and actions like it are quite easy to do yourself. This only took a few hours and a little bit of planning. The hardest part was calming our nerves. Particularly easy was placing wire on the tracks to send a signal to the train company that the tracks were blocked. This action can and has been <http://ift.tt/2lxOZcD> easily repeated wherever train tracks are. For more info on how to do this check out this explanatory video: <http://ift.tt/2oOyol4...>

Concrete on the tracks is just a start

Rest in Power James Marker! <http://ift.tt/2oOxC7B...>

Free Red Fawn! <http://ift.tt/2fuRLGh>

-some anarchists

How the Government Is Turning Protesters Into Felons

"It's crazy, a few windows got smashed," 23-year-old Olivia Alsip said, two months after her arrest on felony riot charges. "Why are 214 people looking at ten years in prison?"

Alsip only knew one other person at the protest march that day. The political science graduate student from the University of Chicago had met her partner in November, when the two had joined the camps at Standing Rock opposing the Dakota Access Pipeline. When they heard about calls to protest Donald J. Trump's inauguration in D.C. on January 20th under the banner "Disrupt J20," they felt they had to be there. "I identify as an anarchist, and I've been an activist for women's and queer rights since the 8th grade," Alsip told me over the phone from Chicago.

Alsip is among 214 defendants facing felony riot charges, up to a decade in prison and a \$25,000 fine for their participation in the anti-capitalist, anti-fascist march, which ended with a mass arrest on the morning of Inauguration Day. As far as the student understands, the evidence against her amounts to little more than proof of her presence at the unruly protest, as indicated by her arrest. Like the vast majority of her co-defendants, Alsip didn't break or throw anything. Now she lives in shock over the steep price she and her fellow protesters might pay as the new administration and police forces set the tone for how they will deal with the spike in organized dissent.

Anarchists and anti-fascist activists across the country have responded to Trump's ascendancy, and particularly the attendant emboldening of white supremacists, with confrontational protest. Rivers of digital ink were spilled approving and denouncing the meme-friendly punch delivered to neo-Nazi Richard Spencer, as well as the militant demonstrations that prevented far right troll Milo Yiannopoulos from waxing hateful at UC Berkeley. But while scattered vandalism and punching (a neo-Nazi) were deemed headline-grabbing militancy, the media relegated the most extreme incidents involving anarchists and antifascists—namely, recent treatment of them—to footnotes.

A New York Times article published two weeks after the inauguration about anarchist protests accorded just half a sentence to the fact that a Yiannopolous supporter in Seattle shot and seriously injured an anti-fascist activist, and has yet to face charges. Fifteen paragraphs down, a mere mention was given to the mass arrest of the 200-plus anti-fascist protesters on Inauguration Day. The fact that these arrestees now face felony riot charges went unmentioned by the Times—blanket charges, which carry a heft unheard of in the last decades of protest history.

"In my over thirty years of practicing law, I've never seen anything like this," said veteran D.C. attorney Mark Goldstone, of the charges. Goldstone, who has defended dozens of activist cases and is representing six of the J20 defendants, called the charges "unprecedented territory."

Dragnet arrests at protests are nothing new—recall the arrest of over 700 Occupy protesters on the Brooklyn Bridge. Nor is the leveling of serious criminal charges to demonstrators accused of property damage. With a legal logic seemingly opposite to that in the J20 cases, just one man was blamed for the \$50,000 of property damage wrought during the 2009 Pittsburgh G20 Summit; he was convicted of felony criminal mischief and three misdemeanors. But the charge of felony riot is in itself rare, let alone when applied to over 200 people.

The charges all stem from the single mass arrest of protesters who had taken part in the Disrupt J20 march. It was a typical black bloc march, in which protesters mask their faces and wear all black. More than 500 participants gathered some two miles north of the inaugural parade route and surged southward, marching, chanting, and crowding the streets as an aesthetically united force. Whether illegal activity occurred in the context of the march is not in question. By the time D.C. Metropolitan police moved in with pepper spray and flash-bang grenades, a number of march participants were smashing windows—of banks, of chain restaurants, of a limo. Some pulled trash cans into the street, some set off handheld fireworks, and one cop was hit by a rock. Police filings claim that protesters damaged more than \$100,000 worth of property that day (a figure that includes destruction caused after the mass arrest).

But no one—neither the police nor the government—suggests that that most or even many of the arrestees directly engaged in property destruction or violence. Nonetheless, the police department and the government maintain that not only was a dragnet arrest appropriate, but that the police had probable cause to believe that each and every of the more than 200 arrestees had "willfully incited or urged others to engage in the riot." On this point, the law is precise: Even in the case of an alleged riot, the police must have probable cause to arrest each and every individual.

"All the police officers were outstanding in the judgment that we used," Metropolitan Police Department interim chief Peter Newsham said the day after the inauguration, "I couldn't be more proud of the way this department responded." Mayor Muriel Bowser tweeted her support for "our officers as they handled crowds." But it is precisely police judgement that problematizes these riot charges.

The original arrestees included a handful of professional journalists, medics and legal observers, most of whom have since had their charges dropped. Of the remaining 214 arrestees, a handful of individuals also face property damage charges, having been allegedly identified smashing windows. One man, Alsip's partner, has been charged with felony assault on a police officer for allegedly throwing the rock that struck a cop; he was identified by his shoes.

As the pretrial court proceedings enter into the discovery phase, the prosecution's position is becoming clear: The evidence so far against numerous defendants amounts to no more than video footage of their continued presence in the march and their choice of black bloc attire. If the mass arrest was imprecise enough to sweep up journalists and legal observers, how can it be maintained that the police had probable cause to arrest every single other protester for rioting and inciting? If continued presence, proximity and black garb is sufficient for the necessary legal standard of individuated probable cause for arrest and prosecution under these charges, the D.C. police and the government have, from day one of Trump's presidency, lowered the standard for what it takes to turn a protester into a felon.

Mara Verheyden-Hilliard, the executive director of the Partnership for Civil Justice Fund, a legal organization that has long fought civil and human rights cases, expressed concern about police making dragnet mass arrests without particularized probable cause. She said that arrests "simply based on proximity or shared political views at a march" set a troubling precedent for all protests, not just anarchist marches. She explained that "it means at any demonstration," if a participant or a provocateur commits an illegal act, then "the entire demonstration can be subject to indiscriminate force and large groups of people can be suddenly arrested without notice or opportunity to disperse, and face life-altering charges."

Mass arrests, let alone with felony charges, have been rare in D.C. since 2002, when the then-assistant police chief Peter Newsham (the current interim police chief) ordered the arrest of roughly 400 people during an anti-World Bank/IMF demonstration in Pershing Park. The dragnet arrest included both peaceful protesters and bystanders walking to work, and led to years of litigation and an \$8.25 million settlement on the part of the Justice Department and Department of the Interior. It also led to the establishment of policies and statutes governing protest policing and defending First Amendment activity in the capital. "From the first day of the Trump administration, Newsham and the police department have really stepped back in time," said Verheyden-Hilliard.

I had joined the march at its genesis at Logan's Circle, as participants tightened black bandanas around their faces and gathered in formation behind block-wide banners. I heard glass crack around us as we snaked through the city's wide boulevards, and some protesters peeled from formation to take a rock or a stick to a window. Chants common to contemporary U.S. protest boomed louder than any breaking glass: "No Trump, No KKK, No Fascist USA!" At no point did the police move in to grab individuals as they destroyed property, but after minutes that felt longer than they lasted, cops charged the group en masse.

After one group of protesters had broken through a police line on the intersection on L and 12th Street, cops penned in the remaining crowd of 230 and held them there for more than four hours before taking them into holding. In the chaos of charging police, wafting pepper spray, and scrambling protesters I had detached from the crowd just half a block before the cops closed in.

"When the police kettled us [corralled them into a net], they pushed us all into one big writhing mass with not enough room to stand," Alsip recalled. "When they stepped back, people were screaming and crying because they had just been maced or hit."

The government claims that First Amendment protections don't apply in the J20 cases because property damage began "from the jump" (i.e. immediately). The indictment states that protesters "did not exercise multiple opportunities to leave the Black Bloc," and cheered and chanted "fuck it up", "fuck capitalism" and "whose streets?" (Slogans that have peppered most every protest I've attended, from Occupy to environmental marches to Black Lives Matter.)

According to Verheyden-Hilliard, such a claim goes against 50 years of cases in which property damage or violence occurs during First Amendment activity. "The glue that holds this group together is First Amendment activity," she said. "The line that violence began 'from the jump' distracts from the fact that the police acted unlawfully, as we can see from the fact that the government is trying to extricate particularized probable cause after the fact."

At a pretrial status hearing I attended in March at the high modernist D.C. Superior Court building, assistant United States attorney Jennifer Kerkhoff told the court that the government had collected more than 600 hours of video footage and data pulled from more than 100 cell phones taken from the arrestees. She said that each defendant would be shown individuated evidence of their participation in the riot and its incitement. But on a late-March conference call with 15 other lawyers representing J20 clients, Goldstone learned that for a number of defendants this alleged evidence amounted to no more than, as he put it, "Here's your client at the beginning of the march, wearing black clothes and goggles, your client could have left but did not, and here is your client at the end, in the police kettle."

"The scary thing about it," said Goldstone, "is that defendants who want to test that theory have to be willing to face a jury, who could uphold the government's line." It's not hard to demonize a masked protester.

As such, while civil liberties groups and legal support groups stress police misconduct and prosecutorial overreach, the pressure for defendants to plead out is high. And if pleas are extracted from most defendants, the ability to bring civil litigation against the police department will be significantly diminished if not foreclosed. It's a predicament all too typical of the judicial process in this country, which threatens lengthy prison sentences to extract pleas out of court.

At the time of writing, just one defendant has taken a plea. Last week, an 18-year-old man pled guilty to one count of misdemeanor rioting or inciting to riot, a suspended 180-day sentence, one year of supervised probation, a \$500 fine, and 50 hours of community service. Because he is under 23, the defendant was charged under the Youth Act, which allows for a young person who "will derive benefit" to get special treatment under the law. This would not apply to most every other arrestee, most of whom were between 25 and 40. "The plea deal that was accepted by one defendant was both a bad deal and irrelevant to everyone else's cases," the Dead City Legal Posse, a D.C. volunteer legal support group set up to assist the J20 cases, wrote in a statement.

The support group does not offer legal advice, but commented on perhaps the most salient information to come from the plea. "After the plea deal was accepted, the prosecutor is required to say what the government 'would have been able to prove,'" the collective noted. According to the group, the government was only able to show the following: That the defendant joined a black bloc with 200 other people; marched with the black bloc for 30 minutes; Had multiple opportunities to leave and did not; Wore black and goggles; and, in the words of the prosecutor, "knew or reasonably should have known that the black bloc was causing destruction," and "the actions of the black bloc caused and constituted a riot."

This, the statement notes, "is literally all they had on him." As the cases against more and more defendants appear to rest on the same scant evidence, it doesn't take a defender of black bloc tactics to see a dangerous legal precedent quietly crystallizing. A possible 10 years in prison would be an extreme punishment for breaking windows. But the J20 cases are not an occasion to debate the moral or tactical merits and flaws of political property damage. How could it be? Most J20 defendants broke nothing at all.

Of the dozens of New York activists I know who traveled to D.C. to join the J20 protests and the vast but placid Women's March the following day, three were arrested in the kettle. In the week that followed the J20 arrests, the names and personal information—including some addresses of arrestees—were made public by far-right site GotNews.com, and the New Yorkers I spoke to claim to have received numerous online threats.

One 29-year-old Brooklyn-based protester told me that this sort of harassment highlights one impetus for deploying black bloc tactics in the first place—tactics that have grave implications for less seasoned dissenters. "Clearly, it was in the best interest of everyone present for the anti-fascist march on the day of my arrest to conceal their identities," he said, "because in the current climate in which we exist, the danger is very real."

But while the shock of felony charges, and the arduousness of a lengthy legal process weighs on the defendant, he told me that he has been surprised and heartened by the supportive attitude of some more mainstream anti-Trump protesters towards the black bloc.

He told me that following his release from jail on January 21st, he went with some friends to D.C. institution Ben's Chili Bowl. "We found quite a few pink pussy hat-wearing Women's March attendees inside," he said. He asked the women what they felt about the Richard Spencer punch and the J20 protests, expecting that they might repeat historic denunciations of "bad protesters." "To my surprise," he said the women said that they wished they could have punched Spencer themselves. "The women thanked me for being in DC that weekend and for everything that took place on the 20th."

Government action, like the mass J20 arrest, could make the tired "good protester/bad protester" narrative obsolete, if presence, proximity and chanting are sufficient to "bad protester" make. While radical leftists would banish the "bad protester" label to collapse the dichotomy, the state seems keen to erase the concept of "good" protest. In recent weeks, as the preliminary hearings J20 defendants began, Republican lawmakers in at least 18 states introduced legislation to increase the severity of charges for traditionally non-violent protest tactics, like blocking highways.

The government has already proven its willingness to set what Goldstone called "a monstrous trap" for protesters, by leveraging high risk trials against paper-thin cases. At this point, unsurety hangs over the remaining J20 cases. With 213 remaining defendants, and nearly as many separate lawyers defending them, it is unknown whether better pleas will be offered or taken, how many protesters will take their case to trial, and how many, if any, convictions will stick. The process may well bleed into 2018, with the threat of lengthy sentences weighing on the defendants every day as it goes on.

"It definitely hits in waves," Alsip told me. "I'm nervous. I try to think that even if I do go to prison, I would remain committed, and politically active. But," she paused, "I just can't believe that my thoughts have to go there. And that we're all facing this." Another pause. "A few broken windows."

University of Texas, Austin: Frat Vandals Issue Statement

Editor's Note: A wave of vandalism has broken out at the University of Texas in Austin. Various frats have been vandalized with the words "[racist](#)" and "[rapist](#)" among other slogans. One of the frats targeted held a controversial "[border patrol](#)" party in 2015 which garnished some media attention. [A study published in March of 2017 found that 15%](#) of undergraduate women on UT campus reported being raped. Actual statistics are believed to be much higher.

The following anonymous transmission was sent to IGD from a group of people claiming to take credit for the vandalism and in this essay they explain the reasons behind their actions. We republish this transmission below, but IGD as a news website is in no way involved in these actions and share this information for the sake of generating dialog with the broader community.

Barbarians at the Gates: A Statement from the Vandals

We are a collection of friends and co-conspirators belonging to our local communities. We are not associated with all the organizations that have shared our handiwork and celebrated it, despite the accusations of those on social media. This action is claimed by us as rogue actors, and came from no organizational authority. We believe in the spontaneity of action, in the possibility for direct acts led by small affinity groups to achieve broad effects and inspire other insurgent acts. We publish this, not to claim fame or reap benefits from the recent vandalism of notorious fraternities in West Campus. We are publishing this statement to clear up some misconceptions, to clarify why these taggings happened, and to inspire others.

To the confusion of the local news, we did not launch these attacks in response to any particular scandal or recent accusation. We were responding to the everyday crisis that is rape culture, white supremacy, and elitism. Fiji may be notorious for its rape room, racist parties, and horrific pledge rules, but it is not that unique. It is no accident that so many fraternities take the style of plantation homes—the institutions of Greek life are themselves colonial, bourgeois, patriarchal structures, founded to preserve the reproduction of elite classes. Our attacks come in response to the everyday fear and feeling of danger that these institutions and their members produce for students of color, women, queer and trans students, and other marginalized folks. Catcalls, racial slurs, rape jokes, and more are the daily realities which go unspoken and uninvestigated by either the police or the University.

Some consider our acts irresponsible, pointless, and ineffective. We think the massive surge in conversations happening around sexual assault, white supremacy, and the failures of the administration are proof of the success of our actions. The administration has showed its true face, as it has rapidly responded to our actions with calls for increased security, crisis support for the frats, and investigation according to the hate crime policy. This stands in stark contrast to the University's inability to respond to racist acts by the frats, investigate sexual assault, fund mental health services for students, and respond to Celtic Cross graffiti on the Blanton. We have seen from the prosecution of the [UT Antifa 3](#) that this administration's feign towards multiculturalism is a ruse—an attempt to maintain the peace and ensure that students of color and women continue to provide their money, bodies, and very presence to maintain the status of the University and its image.

Most importantly, we hope our acts can serve as a template for student self-organization. When the administration and police fail to hold accountable powerful institutions with deep financial connections and when their crimes go unnamed, we will hold them accountable. We will name our enemies, and do so loudly for the world to see. We will break the silence and the taboo around these institutions. We will make clear to survivors that we support them and will fight for them by any means necessary. Students must provide for each other what these institutions can never provide us.

This moment is exceptional. These are institutions and people who have never felt unsafe because of their status and identities. And now, through a couple of simple actions, they feel threatened. FIJI was forced to have night long watches. Private security, UTPD, and APD patrolled the area. Even SUREWALK, the campus organization that supposedly protects students from assault, was seen patrolling the area to protect rapist frat Fiji.

Let us be bolder in naming our enemies. Let us tell students at orientation the truth about the crimes of these institutions. Let us catalog the violence of the frats and the administration, so that there is never a period where students forget who their enemies are. Let us make it impossible for the

administration and frats to simply wait out the occasional uproar, and let us constantly agitate against them and make their lives hell. Let us make racists, frat bros, and the administration afraid again—afraid of students, afraid of the marginalized and harassed, afraid of the exploited and excluded.

It is no accident that we attacked Greek life. The Greco-Roman legacy has inspired so much of the march of European civilization against the “uncivilized.” Colonial and plantation nations were constructed in the image of Greece and Rome. Fascist group Identity Evropa uses images of Greco-Roman statues in its propaganda. Continental philosophy finds much of its roots in the Socratic tradition. Our notion of democracy and all its accompanying inequalities and hierarchies stems from the Greek conception of the polis, sustained by slavery, the domination of women & children in the home, and the battle against foreigners.

In the midst of resurgent fascism and ongoing colonial legacies, we must become the unruly, improper, unrespectable “barbarians at the gates.” Our attempts to appeal to the institutions to include us, to show that we can be like them, have and always will fail. It is time to jettison all such illusions and instead construct new communities and ways of living that amplify our power here, as students and collectives, until we can overrun these institutions themselves.

We are labelled “vandals”—placing us in a lineage that extends to the “barbarian” Vandal tribes that sacked Rome. We will accept this charge, for we seek the destruction, looting, and emptying out of these halls of power by the force of the unruly masses—the excluded and exploited. And we hope that individuals such as Gregory Fenves can only watch and play the fiddle while Rome burns.

Our message can perhaps best be summarized as: Every Student Can Tag. Anyone can be The Vandals of West Campus. Buy some spray paint, with cash of course, can’t have a debit card trail. Turn off location services on your phone. Don’t take photos of your handiwork—wait for someone else to do so (quick shout out to the frat bros who got the best photos of the tags out of anyone—thank you so much for that propaganda work!) Have a change of clothes. Mask up and wear unidentifiable clothes so you can’t be tracked through video surveillance. Make sure you have a secluded spot to change in and out of costume. Aim for the darkest, quietest targets. Stay in small groups so you can defend each other in case confronted. Scout out the house before hand and be aware of any police or frat patrols.

We hope you will not make us your vanguards or heroes. We neither want the fame or status, nor do we want to continue the dangerous work ourselves in the midst of increased police investigations. We hope our names never come out into the public sphere, and that all you see will see will be our actions. We hope that you will become one of us. Take up our name and sign off on your actions, put out report backs. We hope that through generalized student action and preparation, the efforts of the pigs and the administration to catch “culprits” will be thwarted, as the entire student body itself becomes a threat.

To the fraternities and University: Prepare yourselves. We are at your gates. Your walls will fall. And you will be sacked.

—The Vandals of UT Austin